

L'ACTION NATIONALE

Volume LXII, Numéro 4

Décembre 1972

\$1.00

MIEUX QUE LE SOCIALISME

Jean Genest

RÉPONSE AU "MONDE"

Patrick Allen

L'ANTICULTURE DES JEUNES ?

Maurice Lebel

SUPERSTITION PARA-SCIENTIFIQUE

Georges Allaire

LE PHÉNOMÈNE COOPRIX

Besner et Bertrand

L'AUTOGESTION YOUGOSLAVE

Jean Genest

POUR VOS ACHATS CONSULTEZ NOTRE RÉPERTOIRE
D'ANNONCEURS CLASSIFIÉS

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
ÉDITORIAL : Une solution (Jean Genest)	259
Patrick ALLEN : Le Canada entre deux nationalismes : faux problème	267
Maurice LEBEL : Réflexion sur l'anticulture des jeunes	282
Georges ALLAIRE : Les trois inconnus et la superstition para-scientifique	306
Jacques BESNER et Louis-Claude BERTRAND : Le phénomène COOPRIX	311
Jean GENEST : L'autogestion yougoslave	324

Dépôt légal — 1er semestre 1972
Bibliothèque nationale du Québec

François-Albert Angers

POUR ORIENTER NOS LIBERTÉS

Volume de 280 pages. Il assemble les meilleurs articles de M. Angers, écrits entre 1939 et 1969. Pour la première fois le public a à sa disposition les grandes lignes de la pensée de M. Angers. Livre essentiel pour connaître les orientations et les appuis rationnels de ce maître du nationalisme québécois. (\$5.)

Courrier de la deuxième classe
Enregistrement no 1162

L'ACTION NATIONALE

1182, boul. Saint-Laurent,
Montréal (Tél. : 866-8034)

Volume LXII, Numéro 4

Décembre 1972

\$1.00

ÉDITORIAL

Une solution

Condamner le capitalisme et le socialisme-marxiste est facile. Mais l'histoire va vite, elle accélère vertigineusement. Nous sommes déjà en face d'un néo-capitalisme où l'Etat accepte ses responsabilités sociales, et d'un néo-socialisme où l'Etat accepte quelques formes de participation populaire.

Nous avons étudié dans l'Action nationale la montée de Cuba, l'écrasement de la Tchécoslovaquie, la révolution démocratique au Chili, l'extension de l'autogestion à toute la société yougoslave, nous avons abordé les réformes de la cogestion en France et en Allemagne. Condamnant les dictatures, analysant les initiatives nouvelles, toujours nous nous posons la question fondamentale : quel système, quelle politique, quelle « découverte » proposer pour que notre monde soit un monde plus juste et plus en mesure de se développer dans la paix ?

Un système à oeillère

Nous aboutissons à la conclusion que, dans le domaine industriel ou le domaine social, il n'y a pas de formule exclusive. Le marxisme, en ne proposant que sa formule, s'est révélé doctrinaire jusqu'à l'aveuglement, jusqu'à l'esclavage des masses. « Il importe de

rappeler, disent les Evêques du Chili (Documentation catholique, 19 septembre 1971, p. 823 à 834), que l'histoire elle-même a démontré la fausseté de plusieurs des « lois » que Marx avait signalées comme scientifiques, nécessaires et inéluctables. En effet, les révolutions socialistes ne se sont produites dans aucun des pays où il les avait prédites, mais, précisément, dans ceux qui ne remplissaient pas les conditions « scientifiques » regardées par lui comme nécessaires pour la crise du capitalisme. »

Pluralité des voies

Il faut tenter des réformes pour humaniser la vie économique et la vie industrielle dont dépendent la vie de tant d'hommes et de foyers. La cogestion, l'auto-gestion sont des formules pleines d'avenir. Elles peuvent donner des résultats excellents selon que les hommes acceptent le dialogue et une certaine forme de commandement. On en espérait peut-être trop mais l'expérience nous indique la voie de résultats solides.

Mais il nous paraît que la meilleure formule, bien supérieure au néo-socialisme ou au néo-capitalisme, c'est le coopératisme, philosophie qui englobe les économies particulières dans une conception de la société fondée sur la coopération des personnes, des foyers, des travailleurs, des consommateurs, des citoyens. Il ne s'agit plus d'une simple formule économique mais d'une philosophie étendue à toutes les activités d'une société. Elle semblerait convenir plus particulièrement à l'esprit démocratique et à l'esprit communautaire. Nous lui devons même une nouvelle pédagogie plus apte à préparer un homme adapté au monde qui est à se faire.

Le coopératisme

Non seulement le coopératisme permet au peuple une plus nette conscientisation de ses besoins et de sa situation économique-sociale mais elle remet entre ses mains les moyens d'arriver à une plus vigoureuse pro-

motion de la personne humaine et à un plus sûr renouveau collectif.

L'activité coopérative s'est d'abord développée dans le monde économique. Nous avons vu surgir des unités de consommateurs, d'épargnants, d'assurés, puis par les intégrations successives de ces petites unités ont surgi les secteurs organisés. Au Québec notre mouvement coopératif s'est manifesté surtout dans le domaine de l'épargne, du crédit et de l'assurance. Faut-il signaler qu'elle ne s'est pas encore imposée dans le domaine de la construction, de la consommation (bien qu'elle y ait des réussites remarquables), et surtout de l'industrie.

Or c'est quand les travailleurs d'une industrie choisissent leur propre conseil d'administration que nous voyons la coopérative entrer dans le domaine de la production industrielle. En France il y a environ 600 coopératives industrielles mais leur élan n'a plus la même fougue. C'est probablement dû à la guerre et à un équipement déficient.

La solution m'attendait

Nous en étions là dans nos recherches quand, à notre grande surprise, nous avons relu quelques articles de M. François-Albert Angers, dans l'Action nationale de 1967-1968. Il avait décidé d'assumer la direction de cercles d'études sur le coopératisme. Nous y avons vu la pensée la plus nette, la plus avant-gardiste, que nous puissions imaginer. « La clef du mobile coopératif n'est pas la petite unité qui sert de base, de porte d'entrée, de moyen nécessaire pour embrayer dans le mouvement, magasin coopératif, buanderie rurale ou caisse populaire locale, mais bien dans l'exercice de la fonction industrielle. Toute action coopérative, ajoutait-il, doit donc prendre conscience qu'elle n'a atteint son but que quand elle maîtrise la fonction industrielle. » (L'Action nationale, janvier 1968, p. 591).

M. Angers avait vraiment perçu l'importance moderne du coopératisme. « Comme le capitalisme et le socialisme, la coopération est un monde. Alors que le

premier est le monde des détenteurs d'argent et des aventuriers ou des aventureux, le second celui des fonctionnaires et des politiciens, le monde coopératif est vraiment le monde du peuple, le monde des consommateurs ou des travailleurs, ou des épargnants » (L'Action nationale, septembre 1967, p. 94-95). Pour arriver aux mêmes conclusions, les lecteurs de l'Action nationale m'ont vu faire un vaste périple.

La coopérative industrielle

La coopération industrielle donne la propriété aux travailleurs égaux entre eux. Le principe de base est que chaque personne ne possède qu'un vote, quel que soit le nombre de ses actions. C'est l'inverse du monde capitaliste où l'importance de chacun est déterminée par le nombre de ses actions. Une coopérative industrielle naîtra parfois du rêve de quelques idéalistes : des travailleurs se grouperont autour de personnalités qui refusent le capitalisme rongeur. L'intéressant pour eux, c'est moins le profit que l'humanisme par le travail et l'égalité entre les travailleurs. Mais plus souvent la coopérative industrielle est le résultat d'une sorte de fédération de coopératives locales qui, pour satisfaire la demande de leur secteur économique, décident de lancer une industrie.

Quoi qu'il en soit des origines, la coopérative industrielle n'est pas une panacée ni un miracle. On a remarqué partout où elle s'est implantée qu'avec le vieillissement des travailleurs, l'enthousiasme des débuts avait passablement péréclité, que le problème des investissements dans les machineries nouvelles n'était pas toujours réglé d'une façon satisfaisante et que le milieu capitaliste où devait évoluer la coopérative finissait par émousser les courages et tenter les plus ambitieux. On a aussi remarqué que si parmi les travailleurs se dégagait une personnalité plus entreprenante, plus douée pour le maniement des affaires, alors la majorité des ouvriers et des cadres était satisfaite de remettre toutes les responsabilités sur les épaules de

ce chef-né. Ainsi l'idéal coopératif diminuait de vitalité et, en pratique, la coopérative industrielle venait à ressembler à une autre entreprise capitaliste.

La coopérative des travailleurs rencontre toujours le problème de l'entrepreneur, de l'homme-clef qui est capable de mener une chose à sa fin, d'augmenter le rendement, de dénicher les contrats et d'évincer la concurrence. Si elle le trouve, elle doit le payer adéquatement sinon il ira dans l'entreprise capitaliste où ses talents seront récompensés.

La coopérative et l'État

Pourrait-on organiser toute l'économie d'une façon coopérative, de sorte que tous les secteurs économiques étant abordés, il y ait comme un Conseil des coopératives chargé de planifier l'économie du pays? Evidemment l'Etat voudrait jouer un rôle dans ce Conseil des coopératives, sinon il se créerait un Etat dans l'Etat. En Suède, ce problème existe avec plus ou moins d'intensité surtout en rapport avec les exportations dont les devises et les profits sont si importants à la bonne marche d'un Etat. L'action de l'Etat serait-elle étouffante? C'est possible mais comme la formule donne la propriété des industries aux coopérateurs, il s'ensuit que l'Etat peut difficilement subtiliser à son profit la gerance du monde industriel. Il a, d'ailleurs, tout avantage, à le surveiller sur le biais des impôts et des subventions. C'est ce qui se passe, en grande partie, en Suède, où les forces coopératives composent sagement avec un gouvernement socialiste de longue date.

L'idée est en marche

Déjà, à Cabano et ailleurs, l'idée commence à s'enraciner que si les gens d'un village, d'une petite ville, veulent bien s'unir en coopération, ils peuvent posséder leur propre usine et engager les compétences qui deviennent alors membres actifs de la coopérative dont ils sont appelés à gérer les activités. Les petits producteurs ainsi associés gardent le contrôle de la transfor-

mation et de la distribution de leurs produits. Les profits sont répartis comme une « ristourne », après avoir défalqué les amortissements, les futurs investissements, etc.

D'usine en usine on en arriverait à occuper une place importante dans un secteur ou l'autre du monde industriel, cela conduirait vers d'autres usines qui seraient la propriété d'une fédération de coopératives. N'est-ce pas un peu ce qui se passe déjà sous nos yeux avec le Mouvement Desjardins qui est à édifier une solide industrie de production, de transformation et de distribution des produits alimentaires (Industries Vachon, Leclercq, Grenache, etc.). M. Angers concluait : « Si la coopération n'est pas comprise, envisagée, menée selon cette perspective de bâtisseurs, elle vaut à peine d'être tentée. Car c'est là qu'est sa véritable signification pour le peuple et sa véritable force pour les peuples qui ont à se plaindre de quelque domination que ce soit. Dans le monde d'aujourd'hui, cette contribution est majeure » (L'Action nationale, septembre 1967, p. 97).

Nos maladies et nos malades

Qu'avons-nous alors besoin d'aller chercher des exemples à Cuba, au Chili ou dans quelque nébuleuse du monde astral ? Nous avons chez nous, nous avons à la portée de la main la formule économique et sociale de la libération des masses. Que de faux pas, et même quelle révolution n'éviterions-nous pas si nous comprenions que grandit dans le monde moderne, comme un signe des temps « une double aspiration plus vive au fur et à mesure que se développent l'information et l'éducation de l'homme : l'aspiration à l'égalité, l'aspiration à la participation ; deux formes de la dignité de l'homme et de sa liberté ». C'est ce que Paul VI écrivait au cardinal Maurice Roy, le 14 mai 1971 (par. 22). Ces aspirations profondes de notre temps trouvent une réponse en plusieurs essais féconds mais surtout dans la coopération développée jusque dans le secteur industriel.

Si la Confédération des syndicats nationaux voulait

bien arrêter ses penseurs de deuxième classe de se lancer dans toutes sortes d'élaborations vaines et dangereuses pour promouvoir ou donner son appui aux coopératives du monde industriel que d'illusions seraient épargnées aux syndiqués et que d'embardees vers les fossés seraient évitées à toute notre société québécoise.

Pourquoi ne pas dire la même chose, et avec beaucoup plus de force, à la Corporation des enseignants ? Pourquoi, au lieu de transformer les écoles en cellules ou en « soviets » chargés de préparer la révolution socialiste-marxiste, les professeurs ne favoriseraient-ils pas une pensée coopérative et n'ouvriraient-ils pas les esprits aux possibilités du coopératisme ? Leur formule qui consisterait à nous donner une « société équilibrée et heureuse » en remettant tous les pouvoirs à l'Etat, conduit à la révolution. Mais la coopération, faisant appel à la volonté libre des citoyens, leur montrerait les possibilités de rénovation en profondeur du capitalisme. Il ne s'agirait même pas d'une rénovation mais de construire dans une nouvelle mentalité toute une société, tout un monde industriel qui échapperait à l'emprise du capitalisme. Alors il y aurait régime de liberté et de dialogue. Rien de la lutte des classes, du renversement du pouvoir, pas d'appel à la violence et à la haine mais une solidarité. Les professeurs auraient-ils peur de ce nouveau réalisme ?

Préparer l'avenir

Certes, pour être conséquents, il faudrait que dans nos collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP), il y ait un cours optionnel offert à tous les étudiants désireux de bâtir le pays dans une optique de coopération. Nous serions délivrés des emprunts à l'étranger, des importations à la soviétique ou à la maoïste, qui n'ont aucune racine au Québec. Et nous bâtirions un Québec avec nos gens. Même le Parti Québécois pourrait reprendre son manifeste « Quand nous serons maîtres chez nous », et faire du coopératisme la pièce la plus importante de son programme pour le Québec

futur. Nos gens comprendraient, nos gens adhèreraient. Ils sauraient où le mouvement indépendantiste nous conduirait : remettre le pays, la production industrielle entre les mains du peuple qui en serait le propriétaire définitif.

Capitalisme et socialisme menacent non seulement de nous diviser en classes sociales éloignées les unes des autres, non seulement ils nous lancent à des affrontements sans fin mais ces deux solutions, avec les correctifs imparfaits que l'empirisme dicte aux Etats modernes, ne peuvent nous conduire qu'à des culs-de-sac, c'est-à-dire de malaise en malaise sans déboucher sur une véritable unité nationale des Canadiens-Français.

Le propre du coopératisme est de dépasser ces deux options et d'obliger tous les Canadiens-Français qui le voudront, à travailler ensemble. Comme il n'y aura pas de révolution, le coopératisme est moins spectaculaire. Comme il aura besoin d'un capital initial, le coopératisme sera lent à partir. Peut-être y aura-t-il des découragements. Mais la solution est là pour les têtus. Comme le Mouvement Desjardins s'est imposé dans le domaine de l'épargne et du crédit, au point de dépasser nos banques canadiennes-françaises comme chiffres d'affaires, ainsi le mouvement coopératiste dans le monde industriel finira par percer, s'installer. Nous ne cachons pas que l'Etat québécois, s'il se donnait un programme, pourrait beaucoup aider à des départs plus nombreux, plus solides parce qu'interdépendants.

La libération de notre peuple, avec tout ce que cela peut entraîner de convergence dans les efforts, de solidarité face au monde anglo-américain, est une oeuvre possible. La meilleure solution, entre plusieurs autres également défendables, nous paraît être le coopératisme. Le Mouvement national québécois ne pourrait-il le mettre à l'étude ?

JEAN GENEST



Le Canada entre deux nationalismes: faux problème!

par Patrick Allen

Au début de septembre 1972, l'envoyé spécial au Canada du journal LE MONDE, M. André Fontaine, a écrit cinq articles sous le titre LE CANADA ENTRE DEUX NATIONALISMES. C'était environ deux mois avant les élections générales anticipées du 30 octobre au Canada. Au lendemain de ces élections, quel que soit le parti porté au pouvoir, les articles de M. Fontaine auront fait leur chemin et bon nombre d'exemplaires seront conservés dans certaines bibliothèques publiques ou universitaires du Canada comme documents d'information et véhicules d'une certaine vérité.

Peut-être ces articles auront-ils eu l'effet d'une nouvelle espèce d'agents provocateurs ou d'indicatifs pour les électeurs encore indécis au Canada. Peut-être auront-ils été ingurgités comme un nouveau type de pilules pour endormir tels ambassadeurs inquiets ou auront-ils stimulé tels attachés commerciaux et tels investisseurs de capitaux trop hésitants. Est-ce donner trop de crédit à ces articles ? Si ces crédits sont fondés, c'est seulement à très court terme. Car ce type de somnifères peut paralyser les réflexes à la veille d'une élection générale et préparer à un réveil pénible quand la dure vérité éclate. Les lecteurs du journal LE MONDE ont le droit à plus d'objectivité et de profondeur. S'ils sont manipulables à ce point, le prestige du journal est en jeu.

Quel était, dans le cas de ces articles, l'objet avoué par LE MONDE ? Comme on a pu le lire dans le numéro du 8 septembre, M. Fontaine a exposé dans les quatre premiers articles les ambitions de M. Trudeau en matière de bilinguisme et d'indépendance nationale, les atouts dont il dispose et les obstacles auxquels il doit faire face, la manière dont il conçoit les rapports du Canada avec son voisin américain comme avec le monde extérieur. Le cinquième article a traité de la question « fondamentale dont la solution commandera l'avenir du pays : le statut du Québec ». La lecture des cinq reportages est fort agréable, parsemés qu'ils sont d'une foule de détails colorés et vivants sur M. Trudeau et sur la vie canadienne, quand on ne la connaît pas déjà. Mais pour

ceux qui vivent au Canada, confrontés au jour le jour avec les problèmes et qui en connaissent plusieurs complications, les articles de M. Fontaine ne sont pas lumineux. Arrêtons-nous donc à quelques-uns seulement des nombreux passages qui paraissent comme des verres déformants des faits canadiens.

Le premier article tente de décrire le « phénomène Trudeau », les paradoxes de sa personnalité et la perception controversée qu'en ont les anglophones et les francophones, en s'inspirant de son « biographe officiel », Jean Pellerin, de La Presse de Montréal, un prisme dont l'angle de réfraction est déjà difficile à évaluer. Quand M. Fontaine affirme en terminant le premier article que, de l'avis général, pendant son enquête, il a découvert que la « nation canadienne en est encore à rechercher son identité », il découvre un élément majeur du problème de l'unité canadienne, mais il se garde bien d'en rechercher les causes et les remèdes.

Pas de vouloir-vivre collectif uniforme

Francophones et anglophones ont toujours eu une certaine conscience de leur identité propre, source d'aspirations et d'attitudes différentes. Les politiciens ont déjà voulu fondre, artificiellement, par la manipulation des sentiments et des intérêts et même par la force, les deux communautés, par exemple sous l'Union du Haut et du Bas-Canada vers 1838. Puis la Confédération de 1867 a tenté de remédier à l'échec de l'Union par un pacte fédératif déguisé qui, à bien des égards, n'était qu'une nouvelle formule de compromis, sans consultation populaire, imposée d'autorité.

Il n'y a jamais eu au Canada un vouloir-vivre collectif spontanément accepté et vécu par les deux grandes entités canadiennes, avec des objectifs et des moyens bien structurés fondant la fidélité et la fierté de tous les Canadiens.

On n'a jamais réussi à déceler deux nationalismes authentiques comme le laisse entendre le titre dont M.

Fontaine coiffe ses articles. Quelques penseurs québécois ont fait un effort résolu et sincère pour faire l'éducation nationale, multipliant conférences, discours, articles de revues et livres. Mais leur effort n'a pas imprégné les masses populaires, pas plus que la majorité de leurs dirigeants.

Les anglophones se sont toujours sentis à part, chez eux à Ottawa aussi bien que dans la capitale de leur province, tout en conservant le gros de leur loyauté pour l'Angleterre et en entretenant le silence, sinon le mépris, pour les Canadiens d'origine française qui voulaient valoriser leurs virtualités en restant debout.

Les francophones qui ont certes d'abord fait beaucoup pour se réaliser dans des institutions propres et empêcher le glissement du Canada vers les Etats-Unis, se sont toujours sentis minorisés dans leur propre province du point de vue économique, social et culturel, par voie de conséquence.

Anglophones et francophones ont au moins un dénominateur commun : ils sont tout yeux et tout oreilles face aux Etats-Unis qui dominent à près de 60% l'économie canadienne, façonnent les attitudes par le film, la presse, la radio et la télévision, malgré les réalisations imposantes en sens contraire accomplies au Canada. Autant les anglophones n'ont pas encore voulu comprendre et accepter l'originalité que donnent au pays les francophones, autant ceux-ci ont-ils voulu survivre et vivre selon leur concept, se sentant, en 1972, un peu las de lutter pour conserver cet idéal d'originalité qui paraît de plus en plus, surtout auprès des jeunes, n'avoir que peu d'intérêt pratique.

Dans un contexte où les valeurs économiques sont prônées par les politiciens de tout acabit comme à peu près les seules valables, on doit admettre que « l'originalité » que M. Trudeau a voulu à tout prix sauver est en grave péril. Le nationalisme au Canada chez un grand nombre de Canadiens, surtout les jeunes Québécois, est ainsi une notion dépassée, sinon archaïque.

Dans presque toutes les écoles du Québec les can-

didats des partis fédéraux traditionnels tentent de gagner la jeunesse qui bien souvent les chahute ou les prend pour des traîtres au Québec ; le chant national, O CANADA, n'est plus admis qu'au Forum de Montréal avant les parties de hockey ou dans quelques réunions à caractère récréatif ou strictement officiel. Et encore là faut-il prévenir le désordre que peuvent causer ceux pour qui le chant national est une forme de provocation.

M. Trudeau radicalement contesté au Québec

Bien sûr, comme individus, il reste encore beaucoup de Canadiens et de Québécois fiers de leur pays, et de leur province et qui reconnaissent que de réels progrès s'accomplissent chaque année malgré les divisions. Mais comme groupe, au Québec et pour l'ensemble du pays, les Canadiens n'ont pas l'homogénéité que semble refléter l'expression de leurs suffrages politiques de l'une ou l'autre des élections. Le vouloir-vivre collectif fondé sur l'originalité du pays comme a voulu l'imposer d'autorité M. Trudeau ressemble à une fiction de palais. Il est donc faux de laisser croire que les résultats d'un scrutin reflètent la bonne santé de l'unité nationale.

Pourquoi ? Parce que les candidats au cours des campagnes électorales se gardent bien de toucher aux vrais problèmes et de présenter des programmes capables de les régler. Parce que les électeurs francophones du Québec surtout, et en majorité, voient Ottawa comme un pouvoir lointain et étranger ; ils accordent leur suffrage au candidat qui leur paraît le plus aimable et le plus fort et parce qu'il sait faire appel à leur émotivité, à leurs intérêts économiques et sociaux immédiats.

Les hommes politiques ont tellement mis l'accent sur les valeurs économiques qu'une grande partie des électeurs finissent par mordre à l'hameçon et à fermer les yeux sur d'autres qui vont dans le sens de l'épanouissement et de la croissance comme entité originale au Canada. Dans cette logique, si l'intégration politique du Canada avec les Etats-Unis vient à être perçue comme désirable, pourquoi ne pas la réclamer ?

Un grand nombre de jeunes Québécois d'aujourd'hui, las des frustrations séculaires de leurs aînés et de certaines violences du fédéral au cours des quatre dernières années, s'arrêtent à d'autres options, à défaut de l'autodétermination du Québec. Ceux qui ont la mémoire assez longue savent que le Québec a déjà fait le poids pour empêcher l'annexion du Canada aux Etats-Unis ; il est peu probable que le geste se répète dans le même sens dans l'avenir. Le glissement vers l'assimilation massive au sein des anglophones pourrait être l'option de facilité.

Luttes dégradantes du Québec sous M. Trudeau

M. Fontaine a bien constaté que M. Trudeau, avec une équipe de qualité au-dessus de l'ordinaire, a assuré une présence québécoise à Ottawa plus forte qu'en aucun autre temps depuis 1867 et a réalisé des réformes marquantes sur le plan des politiques, linguistiques et économique-sociales. Il n'a pas cependant informé ses nombreux lecteurs qui oeuvrent sur le plan international que ces initiatives de l'équipe Trudeau ont été accomplies au prix de *luttes dégradantes* contre l'un des mouvements d'affirmation les plus prometteurs qui aient jamais vu le jour au Québec : c'est la plus décevante attitude et l'un des plus grandes contradictions du « phénomène » Trudeau. Comment M. Fontaine peut-il affirmer que M. Trudeau veut un Canada ORIGINAL et DIFFÉRENT des Etats-Unis quand le même homme stérilise du même geste cette originalité et cette différence, là même où elle a sa source et peut s'affirmer ?

Conscient du lien qui rattache son avenir ou son destin à son propre essor économique et social, l'Etat du Québec, à partir de 1960, est passé des vagues désirs de survivance à la mise en oeuvre d'une série d'innovations pour moderniser ses structures, se donner des objectifs et fournir à son gouvernement des moyens d'action par le rapatriement négocié de responsabilités que s'était attribuées sans mandat le gouvernement d'Ottawa.

« Ainsi que l'illustre l'expérience du Régime des Rentes, selon M. Claude Ryan du journal *Le Devoir*, cette évolution orientait progressivement le pays vers des arrangements politico-juridiques qui devaient constituer une reconnaissance de plus en plus formelle de la réalité distincte du Québec dans l'ensemble canadien. Le Québec des années 60 ne cherchait pas, dans son immense majorité, à se séparer du Canada. Il aspirait à y occuper librement et en plénitude sa place propre ». Qui a dénoncé cet arrangement et mis un frein à cette évolution, sinon un Canadien-Français, M. Trudeau ?

Comment M. Trudeau, qui a été à l'origine du raidissement du Canada en 1966, peut-il faire croire aujourd'hui qu'il défend l'originalité canadienne vis-à-vis les Etats-Unis, lui qui ne peut accepter l'unité dans la diversité qu'il passe sans vergogne à son laminoir politique ? Réaction de rejet que les leaders anglophones sauraient manier plus discrètement.

Le défenseur du statu quo

La rigidité viscérale de M. Trudeau a été à maints égards celle d'un théoricien et d'un fossoyeur de l'originalité. Elle l'a été face à deux problèmes qui constituent la pierre d'achoppement et la preuve de la non-viabilité du régime fédéral actuel : le partage fiscal et le partage des juridictions entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa.

Pendant trois ans, Ottawa n'a fait que *défendre le statu quo* et ses priorités ; et M. Trudeau, à la suite de l'échec de la conférence de Victoria en 1971, a brusquement fermé le dossier comme si cette entreprise avait été son affaire personnelle.

En voulez-vous d'autres exemples ? La crise d'octobre 1970 qu'il a cru régler par un déploiement de l'armée sur le Québec comme si une véritable insurrection était imminente. Puis une autre preuve dans la manière cavalière et indigne d'un chef d'État qu'a empruntée le premier ministre pour aborder le problème

de l'autodétermination du Québec. On pouvait s'attendre à moins de sophismes méprisants de la part d'un homme politique qui aime à se faire passer pour le champion des droits de l'homme et des gens !

Un tel climat de violence psychologique peut devenir insupportable. Est-ce qu'une « société libérale », comme la voit au Canada M. Fontaine peut se permettre de limoger si souvent l'une de ses communautés les plus importantes ?

Dans un autre ordre, mais plus matériel, la politique monétaire et fiscale d'Ottawa, sous M. Trudeau, n'a fait qu'accroître le chômage qui est passé à 7%, de 4% qu'il était sous Pearson. Sous la même étoile se sont multipliés les dégrèvements fiscaux et les subventions sans conditions suffisantes pour les grandes firmes industrielles et commerciales, sous prétexte qu'elles devaient créer de l'emploi, résultat non obtenu.

Quand un demi-million de Canadiens est en chômage et que ce chômage est toujours proportionnellement plus fort dans la même partie du pays, on ne peut vanter l'expansion économique réalisée sous M. Trudeau, surtout quand on sait qu'elle s'est faite sur le dos des travailleurs les plus démunis. Ici le fédéral n'est pas seul en cause, mais il a raté en grande partie les objectifs de ses politiques contre les inégalités économiques régionales.

Utopie d'un Canada bilingue sous pression

Bien sûr, comme le note M. Fontaine, c'est sous le gouvernement Trudeau que « le parlement, unanime, a adopté, en juillet 1969, une loi aux termes de laquelle l'anglais et le français sont les langues officielles pour tout ce qui relève du Parlement et du gouvernement du Canada ». Il n'est pas question de nier l'intention ferme et généreuse qui a inspiré cette politique, mais on doit en souligner les carences, les embûches et l'illusion. Il en coûte \$29,000 pour rendre un fonctionnaire anglophone bilingue. Les francophones ont été bilingues à leurs frais.

On constate de plus que le recrutement des hauts fonctionnaires fédéraux favorise toujours les anglophones unilingues. Ainsi, en décembre 1971, il y avait 610 cadres supérieurs dans la fonction publique fédérale ; 522 cadres ou 85.6% étaient anglophones et 88% étaient francophones, soit 14.4%.

Quand le groupe d'étude sur le bilinguisme du Conseil du Trésor a compilé les résultats ci-dessus, le premier ministre Trudeau lui-même n'avait pas encore constitué d'unités de langue française dans son propre ministère, le Bureau du Conseil Privé. Est-ce stratégie, est-ce désintéressement ?

Les démarches de M. Spicer comme commissaire aux langues officielles, réveilleront-elles à temps les anglophones ? Il n'en est pas du tout certain. A preuve, les propos défavorables qui fusaient encore lors de deux émissions de « lignes ouvertes » avec M. Trudeau le 8 octobre, en pleine campagne électorale. En effet, dans le comté de Greenville, à Carleton, là où 95% de la population vit de la fonction publique fédérale, M. Trudeau a dit qu'il n'avait guère de patience avec les gens qui déclarent qu'ils sont en faveur de la Loi sur les langues officielles, mais qui ne peuvent en accepter l'application. « S'ils veulent dire par là qu'il faudra attendre encore cent ans avant que quatre ou cinq millions de Canadiens puissent transiger avec leur gouvernement dans leur langue, c'est bien inutile. Personne n'attendra aussi longtemps. Il y a d'autres options, vous savez. » Voilà un plat chaud lancé par un premier ministre à la figure d'un trop grand nombre d'anglophones qui ne veulent pas comprendre.

C'est bien avant la campagne électorale que M. Trudeau aurait dû parler ainsi et il aurait dû le faire de la même façon aux quatre coins du pays. Tous les partis fédéraux avaient pourtant appuyé la Loi sur les langues officielles parce qu'ils ont réalisé que les Québécois, dont 70% vivent en dehors de Montréal, ne parlent pas anglais et qu'il est temps que le gouvernement

fédéral leur parle dans leur langue si on ne veut pas qu'ils sortent du Canada.

Le français, langue officielle au Québec

Faut-il s'étonner que plusieurs Canadiens-Français lucides, surtout ceux que M. Trudeau qualifie avec mépris de nationalistes, parlent du MYTHE du bilinguisme pan-canadien préconisé par son gouvernement, parce qu'il ne réduit en rien l'unilinguisme anglais hors du Québec et qu'il laisse le Québec se traîner et languir sous le poids des exigences du bilinguisme.

Les plus réalistes parmi les Québécois n'ont jamais demandé d'imposer aux Anglais et aux immigrants hors du Québec le bilinguisme qui les afflige dans leur propre province. Les Québécois veulent avant tout faire du Québec un milieu français, le pôle de croissance française au Canada, en inscrivant dans les lois et les institutions les droits du français et le droit d'intégrer les immigrants tout en protégeant les droits des minorités françaises hors du Québec.

Bien sûr, les Québécois voudraient continuer à apprendre l'anglais et d'autres langues, mais ils le feront non pas pour travailler et vivre chez eux, mais par souci de culture et pour communiquer avec l'extérieur. C'est pour cela que les Québécois demandent que la langue de travail au Québec soit le français et que l'ignoble loi 63 soit rappelée. Réaction de rejet parfaitement rationnelle !

Le bilinguisme imposé historiquement par la minorité anglophone du Québec à la majorité francophone de cette province a toujours dispensé les anglophones de faire l'effort voulu pour apprendre le français ; c'est une situation humiliante et une des causes principales de l'érosion de l'unité canadienne et de la langue française elle-même au Québec.

Le bilinguisme institutionnalisé comme tend à le généraliser M. Trudeau notamment, avec les implications du multiculturalisme, est une fumisterie à l'échelle na-

tionale, voire une sournoise stratégie pour faire échec à l'instauration du français comme langue officielle au Québec. Pourtant, c'est une réaction naturelle de défense de la part de ceux qui veulent enrayer la pollution de la langue française au Québec même.

Evidemment des anglophones qui, comme M. Spicer, parlent un excellent français, il n'y en a pas assez au Canada. Sans doute trouve-t-on aussi des ministres de langue anglaise qui font un effort très valable dans ce sens et bon nombre de jeunes anglophones qui apprennent le français au niveau élémentaire et secondaire. Mais tout est vite perdu à cause du milieu qui ne s'y prête pas : l'aspect culturel étant trop indifférent.

Au Québec combien d'anglophones, vivant dans un secteur francophone depuis vingt ou trente ans, ne savent pas encore un mot de français ! Certes plusieurs sont victimes du manque de fierté de trop de professionnels canadiens-français, hommes d'affaires, directeurs de collèges et même recteurs d'université, qui s'empressent de parler anglais dès que un ou deux anglophones unilingues se trouvent réunis avec cinq ou six francophones bilingues.

Ainsi le bilinguisme du style colonial de trop de Québécois au sommet de l'échelle sociale détourne-t-il les anglophones eux-mêmes de l'usage du français. Notre premier ministre s'illusionnait quand il pensait pouvoir répandre dans tout le Canada ce genre de bilinguisme qui avilit le Québec depuis plus de cent ans. C'est contre la généralisation d'une telle formule de sujétion que certains penseurs réalistes au Québec s'opposent et *c'est pour cela qu'ils veulent que le français soit la langue officielle du Québec.*

Québec, bastion des francophones

Si M. Fontaine avait interrogé les faits sur la répartition des deux grandes communautés au Canada, il aurait compris le manque de réalisme qu'il y a de promouvoir un Canada bilingue. Certains Québécois, plus

penétrants et plus rationnels, n'ont jamais réclamé le bilinguisme pan-canadien, même si une telle éventualité pouvait flatter le sentiment. Des faits bien établis par Richard Arès, dans *RELATIONS* de juin 1972, illustrent clairement la situation que *LE MONDE* n'a qu'effleurée :

1. *La proportion des francophones au Canada diminue constamment* : en 1941, de 30% qu'elle était, elle tombe à 23.9% en 1971 ; celle des anglophones connaît une hausse constante et passe de 56.4% à 60.2%.

2. *C'est au Québec que se concentrent les francophones* et c'est frappant surtout au cours des deux dernières décennies : 83.3% en 1961, 84% en 1971, contre 8.3% en Ontario et 3.7% au Nouveau-Brunswick au dernier recensement, ce qui laisse à peine 4% de francophones dispersés dans les sept autres provinces et territoires.

3. *La constance de cette concentration est manifeste* depuis 1931 au Québec et la déconcentration est aussi évidente dans les autres provinces, comme en témoigne le tableau suivant :

	Au Québec		Dans les autres provinces	
1931	2,292,193	80.9%	540,105	19.1%
1941	2,717,287	81.0	637,466	19.0
1951	3,347,013	82.3	721,820	17.7
1961	4,269,689	83.3	853,462	16.7
1971	4,867,250	84.0	926,400	16.0

4. *Dans un Canada qui exclurait le Québec, la proportion des francophones aurait été de 7.9% en 1941, puis seulement 5.8% en 1971.*

5. *Enfin, la proportion des Canadiens de LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE a diminué dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve où elle n'est que de 0.7% ; elle est de 80.% au Québec en 1971 par comparaison avec 81.6% en 1961.*

Le français en perte de vitesse au Québec même

Ces chiffres sont révélateurs de la prépondérance écrasante des francophones au Québec par rapport à

l'ensemble du Canada et de l'affaïssement du français au Québec. Le taux d'assimilation graduelle à la faveur d'un bilinguisme trop aveuglément complaisant peut être perçu dans le fait qu'il y a au Québec 84% de francophones et seulement 80.7% de personnes parlant français. Dégradation qui serait plus profonde encore, du point de vue assimilation, si on tenait compte des personnes d'autres origines au Québec qui parlent français.

Ces mêmes chiffres font aussi ressortir l'illusion qu'il y a de vouloir imposer le bilinguisme dans les neuf autres provinces du Canada où il n'y a que 16% de francophones et dont beaucoup ne parlent le français que dans leur foyer. Le taux d'assimilation est proportionnel à la dispersion des unités d'une langue dans un autre groupe linguistique de grande densité.

Ce que M. Fontaine a raté de laisser saisir à ses lecteurs est la situation critique que révèlent les chiffres ci-dessus et qui fondent pourtant une des originalités du Canada. Le Québec est la plaque tournante de cette différence d'avec les Etats-Unis et, pour atteindre une performance économique valable qui lui permettra de réaliser son destin, il a besoin de choisir ses priorités, de prendre lui-même ses décisions à l'intérieur de l'unité canadienne. C'est un impératif vital.

C'est parce que le pouvoir central l'a compris trop tard que beaucoup de Québécois se tournent vers d'autres options, avant de se réfugier dans l'assimilation anglophone. Tout ce que décrit M. Fontaine dans ses autres articles n'a de sens que dans cette perspective.

Si M. Trudeau avait su, et dans ce sens, mettre les anglophones à leur place dès le début de son mandat, le Canada trouverait moins de risques à dormir à côté de l'éléphant du sud. La société que M. Fontaine qualifie de LIBÉRALE est, en fait, très conservatrice. Par sa forte capacité de persuasion, par sa personnalité attachante pour un grand nombre, M. Trudeau était peut-être le premier « phénomène » capable de présenter aux anglophones le complexe canadien tel qu'il est, de leur

en inspirer la fierté, leur faisant accepter les francophones du Québec comme des partenaires égaux dont les caractéristiques propres sont un actif authentique pour le Canada. A vouloir à tout prix placer à Ottawa le pouvoir de décision et de priorité, il a mélangé les agrumes avec les fromages qu'il veut à tout prix faire goûter au pays et au reste du monde comme un menu de choix. C'est aller contre les appétits les plus vitaux.

Ambiguïté des résultats d'élection

La victoire ou la défaite du parti libéral au 30 octobre ne tiendra évidemment pas seulement aux contradictions des politiques des langues officielles au Canada et au Québec. C'est trop simpliste. Le vice des structures actuelles de représentation pourrait être l'explication plausible. Les Québécois, en grand nombre votent libéral à Ottawa par émotivité quand le chef de parti est un des leurs et surtout quand il semble être l'homme le plus fort : ils veulent gagner leur élection, mais pas souvent davantage. Ils font confiance, habitués qu'ils sont à accepter un certain ordre établi et à la soumission.

Les esprits plus autonomes au Québec, surtout chez les anglophones des autres provinces, basculent plus facilement leurs suffrages quand il est question d'un partage forcé de leur richesse et de leur expression culturelle ou quand sont en jeu des politiques économiques internationales qui peuvent affecter leurs prévisions d'investissement.

Les anglophones s'inquiètent peu du poids de leurs décisions sur les aspirations du Québec ; ils contestent cependant violemment le poids du Québec sur leurs propres virtualités et ils rejettent sans merci ceux qui en sont perçus comme les agents ; sous l'effet de la panique, les anglophones du Québec peuvent réagir en sens opposé de ceux des autres provinces. C'est la preuve qu'il n'y a pas deux nationalismes au Canada, mais deux PERTINENCES, deux courants d'intérêts matériels historiquement cloisonnés et jouant souvent en sens contraire.

Chacun veut savoir où telle décision aboutit pour son groupe, ce que ça rapporte à court terme. La solidarité canadienne, faite de dévouement et de compréhension réciproques autour d'objectifs communs et bien définis reste à inventer. Si on l'invente trop tard, le climat de violence psychologique anémiera bientôt le Canada tout entier.

Si M. Fontaine s'était documenté à des sources impartiales comme les rapports d'enquête de la Commission Laurendeau-Dunton, à Ottawa, et le rapport Tremblay, à Québec, et au moyen de publications telles que *La Revue Canadienne d'Economique et de Sciences Politiques, Relations, Maintenant* et *L'Action Nationale*, il aurait mieux saisi les pulsations difficiles et très diversifiées des Canadiens selon les parties du pays. M. Fontaine aurait découvert que, même dans les sillages de MM. Laurier, Saint-Laurent et Trudeau, il n'y a pas eu deux nationalismes au Canada, mais un *Toronto Power* et un *Quebec Power* d'inégale force aux prises avec les exigences diversement perçues de l'unité canadienne : ce sont là les deux PERTINENCES à canaliser sans brimades.

le 29 octobre 1972



CORRECTION

A la page 240, dans le numéro de novembre 1972, on peut lire la phrase suivante : « On y fait l'histoire à la Gérard Bergeron, c'est-à-dire qu'on en invente une de toutes pièces. » — Il s'agit là d'une erreur sur la personne qui a échappé à tous les correcteurs. M. Gérard Bergeron n'a rien à voir dans cette galère. On l'aura deviné ; il fallait lire : M. Léandre Bergeron (auteur d'une petite histoire du Québec épicée et farfelue).

Réflexion
sur l'anticulture des jeunes

Maurice LEBEL

« La signification de l'anticulture des jeunes ». ⁽¹⁾
Une audace entraînant l'autre, je me permettrai d'ajouter à l'énoncé : « et de leurs maîtres camarades ». Mon thème se lit donc comme suit : « La signification de l'anticulture des jeunes et de leurs maîtres camarades ». Car les jeunes, si paradoxal que cela puisse paraître à notre époque de désarroi des coeurs et des esprits, reconnaissent encore pour guides des maîtres, tantôt de quelques années leurs aînés seulement, tantôt des professeurs blanchis sous le harnais en mal de flagornerie et de publicité.

« Connais-toi toi-même »

Depuis au moins un quart de siècle, au Canada français, nous sommes à la recherche du temps perdu, comme d'autres sont à la recherche du temps à perdre ; nous nous penchons sur notre existence, sur l'état présent de notre situation, sur notre passé récent et lointain, nous nous plaisons à faire le point, nous prenons sans cesse la mesure de notre taille, de notre identité propre au point de vue culturel. « Connais-toi toi-même » pouvait-on lire jadis en lettres d'or au fronton du temple d'Apollon à Delphes, où tout Grec digne de ce nom faisait au moins un pèlerinage une fois dans sa vie. Socrate, le fondateur de la psychologie et de la science morale, en fit la devise de sa vie et de son enseignement. « Connais-toi toi-même », c'est-à-dire sache qui tu es au triple point de vue physique, intellectuel et moral. Pour un Grec comme Socrate, cela voulait dire : sache que tu es né de la terre, que tu es fils de la terre et que tu retourneras à la terre. Pour un Grec comme saint Paul, cela veut dire : sache que tu es fils de Dieu et que tu es né pour l'immortalité, pour l'éternité.

1— Texte de la communication présentée au Club Canadien de Montréal, le samedi 14 octobre 1972, lors de la séance publique de l'Académie canadienne-française et de l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Maurice Lebel, professeur à la faculté des lettres de l'Université Laval et président de l'Académie des Sciences morales et politiques, Montréal.

Les sous-titres sont de la rédaction.

Dans la perspective de notre propos il s'agit d'une prise de conscience au point de vue culturel, c'est-à-dire au point de vue intellectuel et moral, car l'étude de la culture, la culturologie, si elle se distingue de la sociologie, qui est l'étude de la société, n'est pas cependant inséparable de la morale. Il n'existe point en fait de véritable culture de l'esprit sans aspiration morale, sans base morale, sans discipline morale, sans vertu morale, sans une certaine ascèse spirituelle, sans étude, sans lecture, sans réflexion, sans renoncement, sans sacrifice, sans solitude, bref sans travail intellectuel.

Quatre questions

Qu'est-ce qu'on entend par l'anticulture des jeunes ? Quels en sont les traits caractéristiques ? Peut-on en déceler quelques manifestations ? Comment le mouvement a-t-il commencé ? Telles sont les quatre questions auxquelles je me propose de répondre. On aurait parfaitement raison de me dire : « Mais vous devriez commencer par nous parler de l'origine et de la source du phénomène culturel, comme on fait normalement dans un livre ou dans un chapitre de volume ». Cette façon de procéder serait, bien sûr, tout à fait conforme à la logique, mais elle risquerait de gêner la conclusion à laquelle je brûle d'arriver et qui portera sur l'avenir de l'anticulture des jeunes ; ainsi la boucle serait-elle fermée. Mais commençons au moins par une forme de commencement.

1 — QU'EST-CE QUE L'ANTICULTURE ?

Recherche des sources

Qu'est-ce que l'anticulture ? Le terme, comme la chose informe qu'il exprime, est si nouveau qu'il ne se trouve encore dans aucun dictionnaire, et pourtant le mouvement qu'il incarne remonte aux années 1955-1960. Même le *Dictionnaire du français contemporain* de 1971 ne le mentionne pas. Fait singulier, il relève seulement

12 mots commençant par *anti* ; tandis que le *Dictionnaire du français moderne* de 1967 en cite 52 et le *Dictionnaire de l'Académie française* 40. En revanche, le *Robert* en définit 110, le *Littre* 128, l'*Oxford English Dictionary* 325, le *Larousse* 375 ; mais c'est la langue grecque qui remporte le championnat en l'occurrence, le *Dictionnaire grec-français* de Bailly comportant 833 mots précédés de *anti* et le *Dictionnaire grec-anglais* de Liddell and Scott en dressant 844.

L'homme moderne, qui aime tant nier, n'a donc pas inventé la négation. Il a même emprunté la préposition *anti* au grec et le mot culture au latin *cultura* ; on se sert en plein XXe siècle d'une préposition grecque et d'un mot latin de vieille roche pour exprimer un concept contemporain ; et l'on dira ensuite que l'étude des humanités classiques ne sert à rien !

La préposition *anti* comporte plusieurs significations : en face de, à l'encontre de, contre, au lieu de, à la place de, à l'égal de, par succession, par addition (bienfait sur bienfait, l'un sur l'autre, l'auto sur l'auto), en comparaison de, de préférence à. Ce qui revient à dire que l'anticulture peut signifier : 1) en face de la culture ; 2) contre la culture ; 3) à la place de la culture ; 4) à l'égal de la culture ; 5) par addition à la culture ; 6) de préférence à la culture. Le problème, on le voit, est loin d'être simple. Quant au mot *culture*, il est d'origine latine. Au sens premier, propre, terrien, il signifie culture de la vigne, de la terre, agriculture. Au sens intellectuel et social, il veut dire culture de l'esprit, de l'âme, action de cultiver quelqu'un, de lui faire sa cour. Au sens religieux et spirituel, il se traduit par l'action d'honorer, de vénérer, de rendre un culte. On trouve donc à la base de la culture l'idée de culte, d'agriculture, d'admiration, d'assiduité ; elle concerne l'esprit et l'âme.

Nouvelle culture ?

Ceci dit, on pourrait définir l'anticulture celle qui se dresse en face de l'autre, contre l'autre, à la place de

l'autre, qui se croit l'égale de l'autre, s'ajoute à l'autre et est préférable à l'autre. En fait elle est un peu vaguement tout cela. Mais quelle est-elle, cette autre culture ? C'est la culture traditionnelle, fondée depuis des siècles sur l'étude des langues et des littératures, sur l'histoire et la géographie, la philosophie et la religion, les sciences et les mathématiques ; elle est née en Grèce aux Ve et IVe siècles avant Jésus-Christ, car ce sont les Grecs qui l'ont créée et définie les premiers ; puis elle s'est modifiée considérablement à l'époque hellénistique et sous l'Empire romain, au Moyen Age, de la Renaissance au début du XXe siècle.

Outre la culture traditionnelle, séculaire, existe aujourd'hui la culture scientifique et technique, qui connaît un développement prodigieux depuis un demi-siècle ; elle fait même partie, pour ainsi dire, de l'air qu'on respire, de l'atmosphère de notre époque, où prédomine l'esprit scientifique. Enfin, la dernière venue, l'anti-culture, en voie de formation, qu'il vaudrait mieux appeler, je crois, culture nouvelle.

La culture traditionnelle, la culture scientifique et technique, la culture nouvelle ou l'anticulture sont trois courants, trois tendances, en grande partie contradictoires et inconciliables, qui supposent trois types d'esprit. Je doute fort que le dialogue soit possible entre les trois. Nous assistons à l'affrontement des trois cultures, d'où sortira éventuellement un nouvel humanisme.

L'humanisme traditionnel

La culture traditionnelle, dispensée depuis des siècles dans les collèges et les universités, est nettement en perte de vitesse aujourd'hui ; un nombre grandissant de jeunes refusent de s'y intéresser, en partie parce qu'elle entretient le culte de l'histoire et du passé, en partie parce qu'elle propose à leur étude des chefs-d'oeuvre scolaires dénués d'intérêt pour eux ou jugés trop difficiles d'accès.

Et pourtant, éducative et formatrice, elle a fait ses

preuves ; à base d'esprit de finesse, de participation et de communication, centrée sur l'homme et la vie intérieure, elle poursuit des valeurs dignes d'admiration ; elle multiplie les occasions de réflexion, les raisons de vivre en société ; elle propose comme modèle l'homme responsable, conscient de ses limites et de ses devoirs ; elle fait connaître la sagesse traditionnelle et la vérité de l'homme. Mais l'humanisme traditionnel, du moins sous la forme présente, est presque sans attrait pour une foule de jeunes aujourd'hui.

L'humanisme scientifique

La culture scientifique et technique, de date beaucoup plus récente, a débuté au collège en concurrence avec l'enseignement des lettres et de la philosophie. Elle retient davantage l'attention des jeunes et influe sur le conditionnement et le fonctionnement de leur intelligence. Tourné vers l'observation précise et objective des choses, des êtres et des phénomènes, intéressé à l'étude des mécanismes et des lois de la nature, l'esprit de géométrie tout particulièrement est peu porté à s'intérioriser, à s'analyser, à prendre contact avec soi-même et autrui ; il tend plutôt à la recherche de la théorie qu'au culte de la participation ; il considère la culture comme un objet d'analyse, comme beaucoup d'autres ; il vise à l'efficacité, à la puissance et au rendement sans trop s'occuper du reste.

La culture scientifique et technique, en tournant l'esprit vers l'extérieur, les choses, a pour effet de le décentraliser. L'homme modèle qu'elle propose est celui qui s'achève, se complète, se perfectionne dans la science aussi bien que dans la manipulation de ses créations et des structures de l'univers. Ici, ce n'est pas la vérité de l'homme qui compte le plus ; c'est plutôt la vérité de la nature et des choses. La devise de Francis Bacon : « Science est pouvoir » est le mot d'ordre de la société actuelle qui tend de plus en plus à se modeler sur les mécanismes de la technologie toujours en vue

de la plus grande efficacité, de la plus grande production et du meilleur rendement, les hommes étant alors considérés comme des objets et des robots pour atteindre l'objectif.

Le nouvel humanisme

L'anticulture, c'est-à-dire la culture nouvelle ou la culture d'un caractère nouveau, est la culture qui réagit contre les deux cultures que je viens de décrire un peu trop sommairement ; elle en invertit presque toutes les valeurs. Informe, sauvage, spontanée, championne de l'indicible, de l'ineffable, de l'informulable, de l'innommable, elle joue cependant le rôle de culture, car elle s'exprime, elle donne une forme, une configuration à sa vision des choses et à son expérience de la vie, que ce soit dans la poésie, dans les lettres, dans l'anti-théâtre, dans l'art ou plus exactement dans l'absence d'art, dans le sentiment religieux farouchement hostile à toute théologie établie, dans la philosophie de l'existence et de la rencontre, dans le cinéma, dans la danse, dans le vêtement, dans le rassemblement, dans le bruit, dans le cri, voire dans le silence et la solitude.

Culture étrange pour qui l'informe est une convention et qui s'alimente dans l'école parallèle que sont les chansons, les films, les disques, les journaux, les revues, les discothèques, les danses, les vernissages, les expositions, les réunions, les lectures publiques, les be-in, les sit-in, les teach-in, bref dans toute participation à des mythes qui polarisent les énergies.

Culture faite de négation, de révolte, de refus de l'ordre établi, dont on trouve presque tous les thèmes dans les essais et les poèmes du grand poète romantique anglais, Percy Shelley (1792-1822), mort à 30 ans ; il suffit de relire notamment son *Plaidoyer pour la Poésie, Defence of Poetry*, écrit en 1821, un an avant sa mort, pour se rendre compte qu'il n'y a pas grand-chose de nouveau dans l'anticulture ou la nouvelle culture. Ce qui est changé, c'est l'ampleur et la violence du mouvement.

Culture faite d'exubérance vitale, de spontanéité, de créativité, d'épanouissement total, sans institution, sans norme, sans entraves ; culture fondée sur un parti pris marqué en faveur du concret, de l'informel, de l'instantané, de l'immédiat, du fortuit, de l'événement, du geste, de la parole, du chaos, de l'inconscient, du cri, de l'insolite, de l'utopie. Bref, un éclatement de sauvagerie fraîche et joyeuse à la romantique, genre première vague.

2 — LES TRAITS CARACTÉRISTIQUES ?

L'anticulture ou la contre-culture est anti-nationaliste, anti-intellectuelle. C'est un mouvement indiscipliné. Il n'a pas été lancé par un manifeste. Il ressemble plutôt à une croisade avec recrutement et désaffection en cours de route. Il a beau être très répandu, surtout dans les sociétés industrielles et techniques, il n'atteint pas toute la jeunesse scolaire ; beaucoup de collégiens et d'étudiants ne s'y intéressent guère. C'est une régression et une révolution. Il cherche sa voie ; il est encore informe. Il tend à s'élever au-delà de l'idéologie pure et simple, à se placer au niveau de la conscience et à vouloir transformer le moi, l'autre, le milieu, l'environnement.

A l'instar des mystiques, des romantiques, des hindous, des bouddhistes, des fondamentalistes, des occultistes, des spiritualistes et des théosophistes, le mouvement de l'anticulture proteste contre la conception exclusivement scientifique du monde. Il n'a pas de théorie à *priori*. Mais l'expérience en cours deviendra un jour la source de la théorie. Il part de zéro en se débarrassant de la vue scientifique du monde sur laquelle se fonde la technocratie ; il cherche à radier les prétentions de la technocratie sur la nature de l'homme, les besoins de l'homme, la société, la nature, l'environnement.

Contre les valeurs scientifiques

Ce qu'il y a de nouveau dans cette nouvelle culture, c'est le rejet des valeurs scientifiques, de la technologie scientifique et de la technocratie. Les jeunes de la classe moyenne qui poursuivent cette nouvelle prise de conscience le font de façon agressive, avec bruit, fracas et tapage ; ces jeunes centaures envahissent les collèges et les universités où ils rencontrent souvent des maîtres camarades avant-gardistes ; les uns et les autres aimeraient bien chambarder et diriger les maisons du savoir ; il arrive aussi souvent, en beaucoup de milieux, que les jeunes maîtres et les professeurs d'âge moyen soient en complet désaccord ; le conflit éclate aussi souvent, dans la même institution, entre étudiants de droite et étudiants de gauche.

De sorte que l'anticulture est un phénomène culturel qui atteint beaucoup de jeunes, tant chez les étudiants que chez les maîtres camarades, et des moins jeunes parmi des professeurs chevronnés en mal de démagogie et de publicité.

Monde plus humain

Les partisans de l'anticulture parlent sans cesse de communauté, de consultation, de participation, de démocratie de participation. Dans un monde où il est toujours question de mots tels que : nation, parti, corporation, région urbaine, marché commun, syndicalisme, système socio-économique, nations unies, internationalisme, ils préconisent le retour au régime du village, de la paroisse, de la tribu, du groupe, la politique n'existant en fait que dans des confrontations personnelles et profondes. Ils veulent le retour au dialogue entre hommes et femmes tels qu'ils sont en chair et en os ; ce qui compte pour eux, c'est le dialogue d'homme à homme, et non pas des exploits purement économiques et techniques.

On se rappelle le mot d'ordre populaire des événements de mai 1968 à Paris : « L'imagination au pou-

voir ». Il n'y a rien de nouveau là-dedans puisque le grand poète romantique anglais Shelley l'avait prononcé et écrit en 1821. Il s'agit ici, bien sûr, de l'imagination créatrice, et non de la folle du logis. Du moins, c'est le vœu que je forme. Pourquoi l'anticulture des jeunes prêche-t-elle le culte de l'imagination ? Parce qu'elle en veut non pas à la société capitaliste ou socialiste ou communiste, mais à la société industrielle et à sa fille la technocratie, pour avoir créé la société de consommation.

Contre la société de consommation

Comme si le monde, les hommes, n'avaient jamais rien consommé jusqu'ici ; comme si les hommes avaient pu vivre en société depuis des siècles sans consommation. La belle affaire ! Mais la production dans la société industrielle, il est vrai, a pris de telles proportions que nous avons l'impression de vivre dans une société de consommation, où l'on ne vit que pour consommer ; en fait nous vivons dans une société de surproduction presque dans toutes les sphères de l'activité humaine. A mon avis, le mal est beaucoup plus grave, plus profond et plus subtil : les citoyens vivent de plus en plus dans un monde artificiel, où tout, presque tout, est le produit de l'industrie qui forme presque un écran entre l'homme et la nature. « L'imagination au pouvoir » est un défi à la technocratie, une invite à la création d'un monde nouveau et original.

Traits du nouvel humanisme

Il n'existe pas beaucoup de cohérence dans ce mouvement des jeunes. Que ceux-ci soient des bohémiens, des beatniks, des hippies visant à se dissocier de la société, ou des activistes politiques de la nouvelle gauche visant à pénétrer et à révolutionner notre enseignement et notre vie politique, ils ont tous pour ennemi commun la technocratie, pour moyen commun la sensibilité et pour objectif commun la lutte contre l'aliénation,

non pas celle de l'ouvrier aliéné des moyens et des fruits de son travail, mais celle de l'absence de sensibilité d'un homme à l'autre, l'aliénation de l'homme, de sorte que les hommes deviennent comme des objets dont on prend le droit de se servir, sans tenir compte de la dignité et du bien-être de chaque personne. A cet égard, les jeunes ont parfaitement raison de protester contre un état de choses lamentable, beaucoup d'humains étant considérés seulement comme des numéros et des robots.

Ce qui frappe le plus dans l'examen de conscience très précis auquel se livrent beaucoup de jeunes aujourd'hui, c'est l'idée qu'ils se font de la responsabilité. A les entendre, le sens de leur responsabilité n'est ni à l'État ni à la société, mais plutôt à eux-mêmes. Il entre un peu de scrupulosité dans leur introspection. Comme ils sont à la recherche de leur âme, ils désirent partager des expériences, des aveux, des confessions ; ils aiment le tour direct, l'analyse des motifs, l'authenticité de la personne, le voyage intérieur.

En beaucoup de collèges et d'universités ils passent au crible les programmes de cours et les méthodes d'enseignement, ils jugent même souvent leurs maîtres sans merci ; ils seraient sages de pratiquer l'autocritique avec la même vigueur. Ils montrent une préférence marquée pour la mythologie, l'histoire des religions, les religions exotiques, orientales, le zen et le bouddhisme, les spectacles légers, les multi-média, l'anti-théâtre, l'anti-guerre, l'anti-patronat, l'anti-exploitation, l'anti-impérialisme, pour les chansons et les rassemblements.

Nouveau type de communauté

L'anticulture est très variée. On peut y déceler cependant l'unité sous-jacente qui consiste en un vigoureux effort pour créer un nouveau style de vie, découlant des critiques sociales de la nouvelle gauche. Cet effort est à la recherche d'une nouvelle base à la politique de la nouvelle gauche ; il tend à découvrir de nouveaux

types de communauté humaine, de nouvelles esthétiques, de nouvelles identités culturelles et personnelles toujours du côté gauche, et cela dans la maison du bourgeois, dans la société de consommation du bourgeois.

Mais qu'arrivera-t-il à l'anticulture des jeunes quand elle sera confrontée aux problèmes très urgents de la justice sociale ? Comment des ouvriers manuels, qui souffrent depuis assez longtemps et manquent de culture intellectuelle, peuvent-ils comprendre les jeunes de la nouvelle société d'abondance qui s'habillent en guenilles et parcourent les rues comme des colporteurs ? Qu'est-ce qu'un mineur sans emploi ou un ouvrier agricole sans emploi peut bien comprendre aux films surréalistes des beatniks ? Qu'est-ce que les hobos des universités de Berkeley ou de Nanterre peuvent bien comprendre aux films d'Arrabal ? Qu'est-ce que les désavantagés de la vie peuvent bien comprendre à la justice sociale ?

« Le contrôle des industries par les ouvriers », de répondre les gauchistes et les socialistes outranciers. Mais les ouvriers cesseraient-ils de travailler, disons, pour mettre fin à la force de frappe ou à la manufacture de munitions, pour envoyer à la poubelle la fabrication du Concorde, pour démonter des usines d'automobiles sous prétexte que les autos et la circulation sont devenues, en certains pays du moins, une véritable boucherie, beaucoup plus de gens mourant chaque semaine sur les routes que sur les champs de bataille ? Est-ce que les ouvriers sont prêts à raser, pour des raisons idéologiques, les grandes usines où ils travaillent, est-ce que les bureaucrates et les cols blancs sont prêts à saccager leurs bureaux pour les mêmes fins ? Non. Je doute fort que, d'une part, les ouvriers manuels et les cols blancs, d'autre part que les jeunes intellectuels en révolte contre la société industrielle et à la recherche d'une nouvelle culture fassent jamais bon ménage ensemble. Le suicide à beau être à la mode en certains milieux, il risque peu d'atteindre, je crois, la masse des ouvriers et des cols blancs.

Ses faiblesses

On voit du coup la faiblesse du mouvement anticul-turel. Il est sans rapport culturel avec les pauvres, les dépossédés, les désavantagés de la vie. Il possède une seconde faiblesse inhérente ; c'est sa vulnérabilité d'ex-ploitation. Comme nous vivons dans une société qui se pique de vouloir tout digérer et coopter, exploiters et opportunistes ont eu tôt fait de mettre à profit l'expé-rience culturelle des jeunes. Les uns inventent des chansons à l'envi, les autres montent des pièces de théâtre, ceux-ci multiplient à dessein les films plus ou moins scabreux, ceux-là inondent les kiosques de pu-blications tête-à-queue. Coiffeurs, dessinateurs, décora-teurs, rédacteurs, pop stars font des affaires d'or. Certaines manifestations de l'anticulture des jeunes sont devenues, aux mains de flibustiers, une valeur commer-ciale rentable ; on visite en car des rock-pubs ou des cimetières de voitures. Il va sans dire que tout cela contribue énormément à détruire l'authenticité du phé-nomène culturel et à le faire prendre à tort pour un coup d'épate ou une affaire de réclame.

Ses origines

Quand et comment ce mouvement a-t-il commencé ? Est-il en progrès ou en régression ? Il remonte aux années 1955-1960. C'est alors que débute la nouvelle relève du matin, version 1955. Albert Camus est sans contredit, en France du moins, le premier à avoir dressé un bilan à la fois clair et poignant du désarroi des coeurs et des esprits consécutifs à la Seconde Guerre mondiale. Reprenant le rôle de Chateaubriand après la Révolution de 89 et le règne de Napoléon, celui de Maurice Barrès après la guerre de 1870, il a fort bien décrit les symptômes et la maladie du siècle. Aussi est-il encore considéré par les jeunes comme l'un de leurs Pères spirituels, à en juger par le grand nombre de cours et de mémoires qu'on lui consacre un peu partout dans les collèges et les universités.

La nouvelle prospérité économique, le mythe de la production indéfinie, la guerre froide, l'impuissance devant la menace thermonucléaire, la rapidité avec laquelle la technocratie s'est constituée et est arrivée au pouvoir, la prolifération des inventions et des techniques, la nécessité de centraliser les décisions, l'explosion démographique et l'invasion des collèges et des universités par les étudiants, le manque d'espace vital dans les maisons d'enseignement collégial et supérieur, le pourcentage très élevé de la population inférieure à 25 ans d'âge, l'impact des moyens de communication sociale sur la première génération, la révérence du public pour la science, le besoin de sécurité et la course aux postes de commande en pleine période de régression économique, l'amer désenchantement, une immense soif de paix et de culture intellectuelle : voilà quelques facteurs, et j'en passe, qui ont contribué à la mise en marche du mouvement anticulturel ou plutôt d'une nouvelle culture.

3 — QUELQUES MANIFESTATIONS

Les jeunes, de façon quelque peu amateur et grotesque, ont réussi jusqu'à un certain point à donner un style de vie au grognement et aux coups de cravache de leurs aînés ! Beaucoup plus nombreux que leurs prédécesseurs, ils ont assez rapidement pris conscience de leur valeur potentielle, de leur puissance éventuelle, de leur force numérique.

Les démagogues, les politiciens en mal d'élection, les maîtres-camarades, les commerçants, les hommes d'affaires, les Pères de l'Eglise nouvelle, les Pères de la Grande Société nouvelle, ne leur trouvent guère de défauts ; ils leur font la cour et les adulent, d'autant plus que ce sont des consommateurs ; ils ne produisent pas encore, ils consomment. D'autres, pris de panique ou de peur, leur concèdent à peu près tout ce qu'ils demandent. Nous vivons en pleine paidolâtrie. « L'avenir appartient aux jeunes ». « Go North young man ». Comme si l'avenir pouvait appartenir à quelqu'un ! N'appartient-il pas plutôt à tout le monde, c'est-à-dire à

personne ? Mais les jeunes sont à la fois crédules et critiques ; par bonheur, ils ne se laissent pas trop longtemps bernier par les compliments hauts comme les Laurentides ou les Rocheuses ; ils sont directs, concrets, terre à terre, peu gênés, exigeants et critiques. Autant de qualités que je leur reconnais et que j'admire en eux.

Un idéalisme

Beaucoup parmi eux — pas tous, loin de là — sont partis en guerre contre la Nouvelle Idole, la technocratie, fille de la science et de la technique, dont nous sommes tous prisonniers. La technocratie, peu importe le parti ou le régime politique en place, est une structure toute-puissante dont l'influence matérielle est immense ; elle répond à un impératif culturel, à une sorte de mystique acceptée de tous en vue de satisfaire des valeurs recon nues comme le bien-être social, les loisirs, la société d'abondance, la conquête de la nature, la recherche scientifique.

Même si on élimine les profits, la technocratie demeure. Or ces jeunes, pour être placés près des carrières technocratiques auxquelles prépare l'enseignement supérieur, ont conscience du rôle économique des universités ; ce sont les universités qui forment et préparent les technocrates, le monde des experts, qui est le nôtre ; la technocratie a besoin des universités comme les universités ont besoin de la technocratie.

A mon avis, il faut se méfier du faux idéalisme de l'idéologie littéraire de ces jeunes. Sans vouloir élever d'autel ou de temple à la dictature des techniques et des technocrates, de la technocratie elle-même, il faut tout de même reconnaître qu'il est difficile de s'en passer et qu'il serait dangereux de vouloir la remplacer, disons, par celle des rêveurs, des idéologues, des esthètes, des poètes et des philosophes.

Mésestime du passé

Beaucoup de jeunes — l'immense majorité — sont

aussi partis en guerre contre l'humanisme classique, traditionnel, et toutes les valeurs qu'il représente. Tout ce qui concerne l'Antiquité, le passé, le Moyen Age, la Renaissance et le XVIIe siècle ne les intéresse guère ; les langues et les littératures d'Athènes et de Rome, l'histoire et la philosophie, de l'Antiquité au XVIIIe siècle, n'ont certes pas leur cote d'amour aujourd'hui. On reconnaîtra avec moi que le Rapport Parent n'a pas tout à fait contribué au progrès des humanités au Canada français.

Pour trop de jeunes, la culture n'est plus historique ou historique ; elle n'a plus rien à voir avec le passé ; aussi s'intéressent-ils presque exclusivement à l'actualité, à la culture vivante, au présent le plus récent et à l'avenir immédiat ; ils croient dur comme fer que l'histoire commence à partir de 1960, voire de 1967. Espérons qu'elle ne finira pas avec eux. La cassure ou la coupure de 1760 ne leur dit rien. Ils reconnaissent d'emblée la cassure de 1960.

On dirait des déracinés, des émigrés de l'intérieur. Dans l'ensemble, ils s'intéressent si peu au passé, voire à leur propre histoire nationale que, si Lord Durham pouvait renaître de ses cendres, il ne manquerait pas de leur dire : « Vous êtes des jeunes sans goût pour le passé, pour l'histoire », en d'autres termes, sans culture, car il n'existe pas de culture véritable sans la connaissance du passé ; nos jeunes centaures ne réussiront jamais à me faire admettre le contraire.

L'homme est un noeud de relations ; il ne peut partir de zéro et retourner le passé comme on peut retourner un imperméable ou une paire de gants. L'essence de la culture est d'être historique. Il faut autre chose que le culte des forces spontanées et de l'actualité pour bâtir un homme et bâtir en homme.

Devant l'accélération de l'histoire

L'homme est beaucoup plus qu'un animal social, car beaucoup d'animaux sont sociaux. Il est un animal

culturel et spirituel qui crée des oeuvres de tout ordre et les transmet de génération en génération. Il a toujours existé un décalage entre la culture et la société. La culture éprouve beaucoup de difficultés à s'adapter à la société ; plus la culture d'un pays est progressive, plus la société de ce pays doit courir après pour la rattraper. Si la majorité des jeunes croient avoir aujourd'hui la vocation d'être avocats, ou ingénieurs, ou architectes, ou traducteurs, ou chimistes, ou géologues, ou enseignants, ou journalistes, ou pharmaciens, ou dentistes, ou musiciens ou acteurs, il est bien évident que toutes ces vocations culturelles n'obtiendront pas entière satisfaction du jour au lendemain.

Déjà, à l'époque néolithique, nous enseignons le passé, le nombre des artistes était extrêmement limité. L'homme est aussi un animal ingénieux qui invente et multiplie des techniques. Or il est devenu de plus en plus harassant de suivre les progrès des techniques. L'éducation permanente et le recyclage sont déjà dans nos moeurs ; il est autrement impossible de se tenir à jour et d'être au courant. Et encore ? Connaissez-vous un industriel qui ne maudisse pas en secret la prolifération des progrès techniques ? Connaissez-vous un chef de grande entreprise qui ne cherche pas à diversifier sa production pour prendre ainsi une assurance contre le progrès technique, comme il prend une assurance contre le vol ou l'incendie ?

Plus le progrès monte en flèche, plus nombreux sont les inaptes au progrès. De sorte que nous vivons dans une société toujours essoufflée, toujours en retard, toujours en perte de vitesse. La société qui prend d'ordinaire l'avenir à contre-pied, accueille toujours l'avenir sur le tard. Cela est si vrai que certains esprits éprouvent le besoin, pour la prévenir, d'écrire des livres comme *Le Choc du Futur*. L'anticulture des jeunes ne réussira pas cependant à ralentir l'accélération de l'histoire, encore moins à mieux préparer la société à recevoir le futur.

La conscience de la durée et de l'évolution

La culture est une tradition ethnique à base de conscience historique. Du moins avait-on coutume de la considérer ainsi jusqu'ici. Mais, comme nous assistons à la graduelle et rapide désagrégation d'un monde aussi bien qu'à la naissance d'un monde nouveau, nous voyons l'apparition d'une nouvelle forme de culture nettement révolutionnaire. Elle a beau compter une minorité de partisans, elle a pour elle la faveur de la jeunesse et de la nouveauté. Elle s'installe dans l'enseignement à tous ses niveaux et occupe ainsi un premier secteur.

Si l'éducation, fondée sur la lecture et l'étude des oeuvres du passé, présente des inconvénients, il est aussi évident que l'éducation, fondée exclusivement sur le passé tout récent et le présent actuel, comporte de graves inconvénients. On ne gagne rien, je crois, à vouloir changer de maître, à prendre le nouveau pour maître au lieu du passé ; le nouveau, comme la mode, change tellement vite ! La tradition du nouveau, du nouveau pour le nouveau, perçu comme en soi, est en train de se constituer sous nos yeux, et du nouveau toujours changeant. Telle la mode, fantasque et innovatrice par vocation.

L'ère du changement

Ainsi l'on voit des professeurs courir derrière l'écrivain et le philosophe, le pédagogue et le psychologue, l'ethnologue et le linguiste, le sociologue et l'économiste, le critique littéraire et l'historien le plus récent, autant que possible encore vivant et gauchiste, qui fait le plus parler de lui et qui s'entoure de disciples adulateurs, formant une cour autour de lui. Pour plaire à qui ? Pour plaire à des élèves qui, cent fois plus capricieux et changeants que les femmes, trouvent démodés des esprits tels que Baudelaire et Proust, Péguy et Claudel, Rabelais et Montaigne, Lafontaine et Molière, Voltaire et Rousseau, Vigny et Flaubert. Loin de considérer le nou-

veau comme nouveau, sur un fond ou sur un arrière-plan de modèles de perfection, ils perçoivent le nouveau comme norme. De sorte qu'ils voient partout autour d'eux des chefs-d'oeuvre et débordent d'exclamations enthousiastes pour l'originalité créatrice et des qualités transcendantes. Alors qu'ils font très souvent, faute de modèles reconnus, authentiques, fondamentaux, l'éloge du néant et du vide, sans le savoir, comme Monsieur Jourdain. Si l'on n'étudie pas les modèles, les classiques au collège et à l'université, où et quand va-t-on le faire ?

Les conséquences culturelles

Au mois d'août dernier, le département d'études françaises de l'Université de Sherbrooke était à la recherche d'un professeur compétent qui pourrait faire un cours magistral sur la tragédie de Racine. On me demanda au téléphone de proposer quelques noms. Renseignements pris, je répondis à la demande. Puis, le lendemain, on me téléphona pour me dire que ce n'était pas la peine : « Racine n'intéresse pas les étudiants ; il n'y aura personne à un cours sur lui ». Imaginez-vous qu'aujourd'hui on demande aux élèves ce qui peut les intéresser. Comme si l'art du maître ne pouvait pas consister à rendre ce qu'il enseigne intéressant.

De plus, il y a trois semaines, 19 instituteurs et institutrices d'une grande école polyvalente décidèrent au cours d'une réunion de biffer d'un trait de plume l'étude des oeuvres des classiques et romantiques français et de les remplacer par celles de Gilles Vigneault, de Félix Leclerc, de Félix-Antoine Savard, de Michel Tremblay. Comme si la langue de Molière et de Beaumarchais avait vieilli ! Comme il faut être barbare et ignare pour soutenir pareille ineptie ! Comme si, depuis 1910, en France tout particulièrement, on n'assistait point à un retour à Racine, à la tragédie-passion, à la tragédie psychologique, avec des écrivains tels que : François Mauriac, Paul Géraldy, Gabriel Marcel, Paul Reynal, Stève Passeur, Jean Giraudoux, Jean-Jacques Bernard,

Paul Claudel, qui reprennent des thèmes et analysent la progression d'une action toute intérieure. Mais on n'a que faire de Racine et de la tragédie psychologique. Vive le chauvinisme-séparatisme littéraire ! Vivent les murailles de Chine ! Vive la réserve québécoise ! Vive la course à tout ce qui est facile, médiocre et superficiel ! Mort à l'analyse, à l'explication de textes, à la grammaire, à la composition, à la littérature ! Vive la créativité, la recherche, la spontanéité, l'actualité, le présent ! Guerre au passé, à la tradition, à la culture ethnique à base de conscience historique, à la culture individuelle (comme si la culture de l'esprit pouvait être autre que personnelle), au travail personnel ! Vive l'atelier, le travail en équipe, le laboratoire (tout le monde a un laboratoire aujourd'hui, même la théologie), le dialogue-monologue, la participation (beaucoup moins facile que la contestation), la création (tout le monde est créateur aujourd'hui, du pâtissier à la modiste), la bougeotte pour la bougeotte, le changement pour le changement ! Ah ! qu'il fait bon vivre dans ce siècle de fer ! Et l'anticulture des jeunes est une création à nulle autre pareille. Encore fallait-il être jeune pour l'inventer.

4 — SON AVENIR

Ses failles

A-t-elle un avenir ? Je répondrai à cette question par un proverbe chinois qui ne manque pas d'humour : « Prophétiser est extrêmement difficile — surtout quand il s'agit de l'avenir. » Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle s'oppose à la culture traditionnelle et la culture technologique, que les États communistes éprouvent énormément de difficulté à séparer. Et pourtant la séparation est indispensable. Ce qu'il y a de certain aussi, c'est qu'elle est pseudo-démocratique, puisqu'elle est sans rapport avec le passé qu'elle dédaigne et avec la tradition ethnique qu'elle méprise. Au fond, c'est une culture aristocratique méprisante qui n'écoute pas du

tout le public, bien sûr, mais qui se sert du peuple uniquement comme un matériau de révolution. C'est une culture expérimentale, artificielle, idéologique, détachée du public et tournée contre le public.

Un mouvement à apprivoiser

Autant il est relativement facile d'en voir les failles et de s'en moquer, autant on aurait grandement tort de ne pas la prendre au sérieux et d'en négliger l'étude. Encore moins faut-il à tout prix se garder d'en sous-estimer la force conquérante ou de feindre de l'ignorer comme l'autruche. Sans doute est-elle truffée de contradictions et manque-t-elle de rigueur logique.

D'ailleurs, c'est une croisade, ne l'oublions pas, et une croisade de jeunes en grande partie aliénés et de la génération de leurs parents et de celle qui s'adresse particulièrement à eux ; ils sont portés à considérer *dad* comme le bouffon, le clown de la comédie familiale. Pour eux, l'ennemi de la classe sociale, il est d'abord à travers la table de la salle à manger, car c'est là que commence le drame des générations ; il est aussi au bureau et à l'usine.

Or, c'est là l'ironie profondément tragique de la situation, la technocratie, contre laquelle pestent tant de jeunes en révolte mais dont nous sommes tous prisonniers aujourd'hui, car nous avons tous besoin d'experts pour vivre, pour mourir, voire pour être inhumés ; la technocratie, dis-je, est elle-même capable de produire un élément virtuellement révolutionnaire dans sa propre jeunesse.

Nouvelle invasion ?

Ce qui caractérise l'anticulture des jeunes, c'est l'envergure, c'est l'étendue, c'est le train de la croisade : c'est aussi la profondeur de l'antagonisme qu'elle révèle au grand jour et qui les oppose aux parents, au bureau, à l'usine. Elle est si radicalement dissociée des aspirations courantes de notre société qu'elle passe souvent,

même aux yeux de gens avertis, comme une espèce d'invasion barbare. En fait, soyons francs, il entre beaucoup de barbarie dans cette nouvelle culture des jeunes. Pour moi est barbare, au XXe siècle, dans notre société, quiconque refuse systématiquement et volontairement de s'intéresser au passé, au passé de son pays et des autres pays, qui ne fait aucun effort pour le connaître et le comprendre, et qui s'en tient seulement au présent, à l'actualité, à l'avenir immédiat. Or, les partisans de l'anticulture rejettent et nient le passé. Je les tiens donc, à cet égard, pour des barbares, pour des centaures.

Pour eux, je le sais bien, la culture humaniste traditionnelle, historique et littéraire, philosophique et scientifique, est, sinon morte et enterrée, du moins dangereusement malade et agonisante, le premier symptôme de cette maladie contagieuse et fatale étant l'ombre de la bombe thermonucléaire et de la guerre bactériologique.

L'anticulture des jeunes en voie de formation a pour arrière-plan, non pas Hiroshima et Nagasaki, mais la morale de la bombe atomique et de la guerre des bactéries, c'est-à-dire du génocide, de l'extermination universelle de l'espèce ; ils protestent violemment contre la vie politique, la vie économique, la moralité publique, la vie intellectuelle qui y sont impliquées ; contre une civilisation qui est tellement enfoncée et engagée dans la destruction qu'elle a fini par tenir l'impensable pour le pensable, l'intolérable pour le tolérable, et par s'en accommoder comme d'une chose normale, nécessaire, inévitable. Ils ont certes mille et une fois raison de s'élever contre cette attitude d'esprit.

Mais point n'est besoin pour cela de rayer d'un trait de plume tout l'héritage artistique et littéraire, historique et scientifique, pédagogique et philosophique de l'homme, comme si tout le passé pouvait être responsable de l'état de choses où nous sommes, comme si en refusant de l'étudier, de le connaître et de le comprendre on pouvait arriver à améliorer cet état de choses. Ce n'est pas en ignorant la source d'une maladie qu'on

a chance de la guérir ; on peut être un pacifiste acharné, convaincu et efficace sans renier pour autant tout le passé et cesser de s'y intéresser.

Un cri d'alarme

Du reste, le refus total est impossible à pratiquer, sans compter qu'il révèle un manque criant d'imagination et de maturité. N'empêche qu'il reste un cri d'alarme bouleversant et poignant qui, si amateur et gauche soit-il, mérite d'être entendu et suivi de près. Il est, pour moi du moins, l'un des éléments les plus valables et les plus prometteurs de l'anticulture des jeunes. Il nous fait sortir de notre confort intellectuel léthargique ; il s'attaque aux problèmes fondamentaux de la vie et de l'existence, du travail et des conditions de travail, des rapports d'homme à homme et de l'environnement ; il veut libérer les forces non-intellectuelles de la personnalité et menace de nous plonger dans un autre type de barbarie. Sans doute se livre-t-il à toutes sortes d'excès et lance-t-il beaucoup d'inepties ; mais il prend tous les moyens sensibles à sa disposition pour nous secouer.

En bref, c'est un mouvement incohérent, impulsif, illogique, sans plan ni manifeste, une explosion, une révolution en soi impensable jusqu'au moment où elle éclate. Après quoi les sages de dire qu'elle était inévitable.

Tout de même ils font réfléchir

Je termine cet exposé à l'aide de rapprochements boiteux mais éclairants et optimistes. Imaginez les douze apôtres et leur Chef, imaginez saint Paul et saint Pierre avec toute la bande de va-nu-pieds qui les suivaient, imaginez quel beau tapage, au début de la communauté chrétienne ils auraient fait si les pleins feux du petit écran de télévision avaient été braqués sur leurs frasques et si les haut-parleurs de la radio avaient transmis leurs paroles aux quatre coins de la terre habitée d'alors.

Les textes de saint Paul sont terriblement agressifs et révolutionnaires. La communauté chrétienne primitive était complètement dissociée de la société païenne et de la culture gréco-romaine. Elle incarnait la vision d'un monde nouveau. Elle prêchait une anti-culture, une autre forme de culture. Et c'étaient des jeunes à la tête de la croisade.

Aux IIIe et VIe siècles, aux XIIe et XIIIe siècles, à la Renaissance et au XVIIe siècle, ainsi nous enseigne l'histoire, n'en déplaise aux partisans de l'anticulture qui renient le passé, pendant tous ces siècles il s'est formé des croisades pour sauver l'homme en voie de perdition. Il s'en formera d'autres pour sauver l'homme des périls universels qui le menacent. Telle est la grande loi de l'histoire et de la culture historique, qui n'est autre que la religion de l'homme et la permanence de la raison.



Les trois inconnus et la superstition para-scientifique

par Georges Allaire

Nous connaissons la composition chimique et physique de l'homme. Nous avons découvert les secrets de sa digestion et de sa circulation sanguine. Nous identifions certaines structures des désirs et répulsions de l'homme. Nous pouvons définir l'amitié et la haine. Mais nous nous buttons constamment à trois inconnus. Ces trois inconnus échappent largement à notre expérience et ne peuvent être délimités que difficilement par la sagesse humaine.

Ces inconnus sont notre origine, notre terme, de même que les mouvements intérieurs qui nous capturent, nous tiraillent ou même nous pacifient. Bref, la pré-histoire, l'avenir, l'inconscient. Nous n'étions pas présents aux temps de l'origine, cette histoire que nous ne connaissons pas. Nous ne sommes pas présents à l'aboutissement humain. Et si nous sommes témoins des effets en nous des forces certaines avec lesquelles nous dialoguons, nous ne sommes pas conscients de la nature et de l'intention de ces forces.

La Superstition peut ainsi construire en ces lieux ce qui lui plaît ou ce qui l'hypnotise. En ces millénaires sans témoins, en ce futur sans existence, en l'ombre du conscient, l'homme situera ses plus personnelles et fantasmagoriques constructions sans risque de démenti aucun. Il y placera même le cercle carré, s'il le désire.

La superstition contemporaine revêt le sarrau blanc du scientifique plutôt que le chapeau pointu du sorcier.

Aussi est-ce en un langage d'apparat scientifique qu'elle parle aux imaginations. Elle élabore ses libres constructions en formules compliquées et nous livre des milliers d'écrits, de représentations télévisées, où elle raconte une histoire incontestable — faute de témoins —, elle nous offre les projections d'un avenir incontrôlable et divulgue l'inconscient dont nul n'est conscient.

Tout se fait dans le para-scientifique. On y parle structures et formules, pilules et particules, énergies et forces. Ainsi l'imagination lie l'homme dans les catégories de la matière mesurée, dans les mouvements de l'espace-temps. L'origine se dissout dans un mouvement énergétique homogène (certainement matériel), l'avenir s'invente dans une projection pré-calculée et l'inconscient devient de sombres forces de la matière en complexification. L'illusion du savoir est créée. Les hommes sont enfermés dans le temps, dans le lieu, dans le mouvement des particules selon l'espace. Ils ne peuvent même plus dire « s'il vous plaît » et « merci », car tout acte est la conséquence d'une structure.

Pourtant !

Pourtant le cercle carré n'existe pas. Il n'est pas exclu par l'arbitraire d'une volonté mais par la lucidité d'une intelligence. Et l'intelligence qui est réceptive à l'égard des dimensions de la nature perçoit qu'un acte de vision ne se confond pas aux mouvements physiques de la matière, que l'unité d'un vivant excède les matériaux qu'elle gouverne. L'intelligence lucide voit que le monde lui-même ferme la porte à la superstition parascientifique. L'étude légitime et nécessaire des lois de la matière n'autorise pas qu'on y assimile gratuitement la vivacité, la connaissance puis l'intelligence des êtres qui vivent de matière sans être pure matière. Il n'est point nécessaire d'être témoin du passé inconnu pour le savoir.

De même, les plus beaux projets d'avenir construits en termes temporels ne résolvent en rien l'angoisse de l'homme devant la mort, et ne répondent en rien à la science de l'Absolu que nous exigeons. Nous vivons dans

le présent l'insuffisance du monde qui passe comme nous vivons l'expérience d'une intelligence qui peut penser hors du temps des choses matérielles. Les nouveaux mélanges de l'insuffisance inventés pour créer l'illusion n'offrent point de réponse, car ils demeurent dans l'insuffisance. Certes, il nous est possible d'y concentrer indûment un espoir hypertrophié, comme nous le faisons parfois pour l'une ou l'autre acquisition matérielle (une maison, une voiture...). Mais jamais une acquisition de cette nature ne nous a comblé. L'euphorie du moment a fait suite à une nouvelle soif. Ce qui passe ne comble pas l'homme.

Enfin, l'énergie biologique et les besoins de nature sensible nous habitent certainement. Et la douleur physique, comme le désir de compagnie habitent en nous avant toute analyse consciente. Mais ces dispositions de notre affectivité n'exigent pas l'orientation qu'elles connaîtront. Le besoin de perpétuer l'espèce se traduit en fait dans l'appétit sexuel, mais n'explique pas par lui-même la trahison du conjoint, la mutilation des membres, l'avortement des vies humaines. Et si la soif existe, elle n'explique pas l'ivrogne qui se roule dans la boue. D'autre part, le besoin de compagnie n'expliquera pas qu'un homme accepte de mourir pour un autre. Les prédispositions affectives biologiques ou animales ne rendent pas compte de la méchanceté et de la bonté qui tiraillent le coeur de l'homme. L'héroïsme et la lâcheté, le surhomme ou la larve humaine ne s'expliquent pas par les structures émotives initiales, car elles n'ont point leur mesure dans cet inconscient et requièrent l'assentiment. Et nous sommes témoins que ces luttes intérieures ne sont pas uniquement des tiraillements d'affectivité. Elles s'accompagnent de raisons, de discussions, de volontés éclairées ou obscurcies. Ceux donc qui ont parlé des luttes d'esprit du bien et d'esprit du mal ont parlé plus sainement que ceux qui parlent uniquement de conditionnements affectifs, d'instincts, de réflexes, refoulements...

Il reste donc à briser le carcan de la superstition

afin de respecter le monde qui est. Et si nous sommes devant des inconnus, il ne faut pas accepter que l'inconnu soit colonisé par l'anti-monde. L'origine devra respecter son fruit qui est présentement. L'avenir devra convenir à ce qui s'y avance. Et les efforts de la conscience devront se situer dans un univers qui lui est conforme.

Une Energie qui a pu assurer l'apparition d'un monde plus riche en être (et non seulement en matériaux complexes), qui, surtout, a pu placer un être intelligent dans ce monde, ne saurait être décrite selon les catégories de la matière inanimée. Cette énergie est certes intelligente et personnelle. Dieu.

Un homme apte à savoir plus que les simples moments passagers, un homme apte à aimer au-delà du plaisir et de la douleur, fait appel à un être qui n'est point de passage et point de sensibilité. L'homme fait appel à l'amitié d'une personne intemporelle et divine.

Enfin, les forces qui lient ou appellent notre volonté et notre discernement intelligent nous présentent des principes pour inviter notre agir : ces forces sont donc intelligentes. Il faut reconnaître ces manifestations pour ce qu'elles sont, le fruit d'êtres personnels bons ou mauvais avec leurs énergies caractéristiques.

Telles sont les insuffisantes conclusions de l'esprit humain devant les trois inconnus où se joue notre vie. C'est pourquoi nous pourrions nous réjouir si quelque esprit, témoin du monde de l'esprit, nous révélait la plus profonde signification de ces domaines où notre expérience est insuffisante.

Le Christ, Verbe fait chair, dont la vie et la parole nous ont été transmises par les hommes d'Eglise, nous a expliqué que le monde est le fruit de Dieu. Ce que nous pouvions déjà savoir. Mais il nous a aussi expliqué que l'homme est le fils adoptif du Père Eternel. L'homme peut vivre de la vie même de Dieu, au-delà de la seule vie humaine. Puis Jésus nous a dit que nous vivions pour atteindre l'union parfaite au Père-Fils-Esprit par l'acte même de Dieu nous conjoignant à la vision béatifique.

Enfin, le Christ nous a révélé le mystère du péché et de la grâce dans lequel nous sommes actuellement immergés : ce péché initial qui explique les faiblesses de notre ordre biologique et animal, et la complaisance que nous ressentons envers leurs désordres ; ce péché actuel où nous voulons ce qui nous tue ; la grâce qui est l'instrument par lequel nous pouvons reconquérir notre bien, notre liberté, notre bonheur, et celui de tout homme.

En brisant par l'évidence naturelle le carcan de l'actuelle superstition para-scientifique et matérialiste, je suis appelé à retrouver dans le divin témoignage de Jésus la situation authentique de mon histoire, de mon but et de mon engagement.



Le phénomène COOPRIX

*par Jacques Resner
et Louis-Claude Bertrand*

I

ORIGINE ET CARACTÉRISTIQUES

Les hypermarchés COOPRIX constituent une formule coopérative mise au point dans le domaine de la vente au détail en milieu urbain. Ils rassemblent sous un même toit le secteur de l'alimentation, le secteur du meuble et celui des appareils électro-ménagers.

Origine

Les conseils d'administration de celles-ci élisent un nombre de délégués proportionnel au volume d'affaires entre chacune d'elles et la centrale. Ces délégués participent à l'assemblée annuelle de la Fédération où ils choisissent 17 administrateurs qui, à leur tour, désignent les cinq membres du comité exécutif et le président.

La structure et le mécanisme décrits plus haut intègrent maintenant les centres COOPRIX dont le nombre de délégués correspond au volume des ventes. Les exigences du mécanisme d'élection et le nombre des associations coopératives conservent à ces dernières un large contrôle sur la Fédération.

La formule COOPRIX a vu le jour au sein de la Fédération des Magasins CO-OP. Cette Fédération rassemble 125 associations coopératives de consommation dont les activités se concentrent en milieu rural et qui satisfont les besoins de plus de 40,000 membres.

Ils constituent ainsi un pouvoir d'achat global de \$70 millions. La Fédération agit donc comme une centrale de distribution, un grossiste pour toutes ces associations autonomes.

Le milieu des années soixante a vu la Fédération s'intéresser au milieu urbain. Elle a consulté quelques personnes sur une approche qui conviendrait au milieu urbain et a ouvert conséquemment un département de la vente au détail sous la direction de M. René Castonguay. Ce département s'ajoutait à ceux de la vente en gros, des finances, des services techniques et de la promotion.

Comptoir

La caractéristique qui distingue le plus les centres COOPRIX de leurs cousins CO-OP c'est que les membres des COOPRIX sont en fait des membres individuels de la Fédération elle-même et non sociétaires d'un centre en particulier. C'est en ce sens qu'on peut affirmer qu'il s'agit d'un comptoir et non d'une association coopérative. D'ailleurs, le coût de la part sociale des membres de cette dernière est, le plus souvent, beaucoup plus élevé que l'unique dollar exigé pour l'utilisation « à vie » des services des COOPRIX.

Taille et politique de prix

La tendance nord-américaine à la centralisation des achats et le succès des grosses institutions telles que Steinberg et Miracle Mart ont amené la Fédération des Magasins CO-OP à ouvrir des hypermarchés regroupant sous un même toit, comme nous l'avons signalé plus haut, une foule d'articles de consommation.

La surface du bâtiment est de 52,000 pieds carrés au centre COOPRIX du boulevard St-Joseph. En plus du service alimentaire qui offre des produits institutionnels et des coupes de viande économiques, on y trouve des meubles, tapis, produits pharmaceutiques et de beauté de même que des appareils électro-ménagers,

un comptoir de photographie et une cafétéria. A tout cela s'ajoute un guichet de la caisse populaire St-François Solano.

La politique de prix écarte les pratiques du « loss leader » et des spéciaux de tout genre destinés à attirer la clientèle dans le magasin afin de lui vendre d'autres produits au prix fort. La formule coopérative comme telle avec les privilèges fiscaux qui s'y rattachent, la source de financement, le volume d'affaires, la simplicité de la présentation du magasin en général, l'absence de publicité sinon de promotion et la participation des sociétaires à l'indication du prix sur chaque produit contribuent à réduire les coûts à l'intérieur d'une très bonne gestion.

A moins qu'un produit ne soit l'objet d'un escompte du manufacturier, son prix de vente est supérieur de sensiblement 15% au coût afin de couvrir les frais d'administration et les frais fixes. Toute personne qui connaît les pratiques du « Mark-up » chez les distributeurs privés, comprendra l'économie substantielle que procure l'utilisation constante de cet outil économique collectif qu'est une coopérative de consommation comme COOPRIX.

Ristourne sociale

Mise à part l'économie réalisée à l'achat, il n'y a pas de distribution annuelle en argent des sommes perçues en trop. Les ristournes prennent plutôt la forme de services communautaires tels que ceux dispensés par l'Institut de Promotion des Intérêts du Consommateur (IPIC), dont M. Gérard St-Denis est le directeur. Cet institut informe le consommateur en matière de nutrition et du budget familial. Il le protège également de la publicité trompeuse et de la mauvaise qualité de certains produits. L'I.P.I.C. s'est associé à la Caisse Populaire St-François Solano pour offrir aux membres un service de consultation juridique s'intéressant à tous les problèmes qui concernent la consommation.

II IDÉOLOGIE

La chose la plus importante c'est que la coopérative de consommation est un service que les sociétaires se donnent. Les administrateurs n'y sont que des mandataires, pas des commerçants. En fait, on ne va pas acheter quoi que ce soit dans une coopérative. C'est plutôt celle-ci qui effectue les achats ou la production au nom des membres à qui elle redistribue leurs produits moyennant une compensation de ses frais. Il est difficile de se rendre compte de cette optique fondamentale, lorsqu'on ne s'arrête qu'aux apparences commerciales, identiques chez COOPRIX aux supermarchés privés.

Par ailleurs, il est important d'identifier la philosophie sous-jacente à une telle activité économique. Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'on songe à l'édification sur cette base d'un nouveau système économique et, partant, d'un nouvel ordre social.

Principes et règles

On retrouve dans ce secteur les quatre principes fondamentaux de la coopération soit :

- 1— la démocratie qu'exige une société de personnes,
- 2— la liberté d'entrée ou de sortie,
- 3— la proportionnalité de la distribution des ristournes selon le volume d'achats,
- 4— l'absence des distributions aux membres des excédents provenant d'activités avec les non membres ou des surplus lors d'une dissolution.

A ces principes s'ajoutent trois règles chez COOPRIX :

- 1— l'absence de vente à crédit,
- 2— la distribution de la ristourne au moment de l'achat,
- 3— l'absence d'un intérêt sur le capital social.

Ces principes et règles seraient vides de sens s'ils ne correspondaient à une nouvelle définition de l'ordre social basé sur l'égalité de droit et, le plus possible, de fait entre les membres d'une même société. Cette transformation procède de la libération économique, attaquant dans ses fondations mêmes le système actuel.

Pouvoir économique et intérêts des consommateurs

Dépassant l'orientation-consommateur pourtant déjà évoluée du Marketing, des institutions voient le jour par la volonté d'une collectivité. Celle-ci récupère le contrôle de son pouvoir d'achat et lorsque c'est son seul pouvoir économique elle s'en sert comme levier afin de récupérer les autres secteurs qui lui échappent.

En un premier temps, elle élargit son contrôle sur les réseaux de distribution tentant de canaliser les besoins de consommation à travers un même système.

L'étape suivante est celle du secteur secondaire, celui de la transformation, que la collectivité explore tout d'abord par le biais de l'alimentation. Plus tard, les industries manufacturières sont mises en branle toujours sous le contrôle, en aval, des coopératives de consommation.

On s'approche donc d'une intégration d'activités économiques récupérées des mains d'une élite pour le profit de tous. Cela n'ira pas sans mal, les oppositions venant du secteur capitaliste et des domaines déjà occupés par des organisations coopératives se faisant déjà sentir. L'hypothèse la plus plausible est celle d'une économie mixte où la coopération aura à s'adapter aux entreprises capitalistes ou publiques après s'être regroupée sous un organisme du genre Conseil de la Coopération du Québec.

Il ne suffit pas d'avoir le contrôle d'un levier économique. Il faut surtout savoir s'en servir, savoir mieux consommer. C'est dans cette optique qu'il faut voir les efforts de sensibilisation et d'éducation de l'I.P.I.C. Cette organisation reflète la volonté et le besoin qu'il y a

d'introduire des préoccupations sociales dans un geste économique.

III

LÉGITIMITÉ

La légitimité est une notion très vague qu'on ne peut prétendre mesurer à l'aide de données statistiques. Pourtant on peut l'associer au succès qu'une idée ou une organisation obtient auprès de la population qu'elle prétend atteindre et servir. On peut constater pour le cas de COOPRIX des indices d'une popularité grandissante de la formule coopérative et percevoir les motivations qui sont sous-jacentes aux nouvelles pratiques de consommation qu'ont adoptées bon nombre de Québécois.

Indices

Le premier de ces indices est le nombre de gens qui s'inscrivent chaque semaine. En effet, le centre COOPRIX du boulevard St-Joseph émettait il y a peu de temps près de 1000 cartes de membres par semaine.

On ne tient pas compte ici des 300,000 laissez-passer qui ont été distribués au début de l'année. Il est aisé de constater le très grand nombre de gens qui y font leur marché. Le centre, tout-de-même très vaste, est le plus souvent bondé tout au long de la semaine conservant ainsi un fort taux de rotation de la marchandise, donc une meilleure utilisation des équipements.

Cela nous amène au deuxième indice. Le volume des transactions hebdomadaires est énorme. Il arrive qu'en une journée le volume d'affaires de COOPRIX soit à peu près le même que celui que fait un magasin Steinberg achalandé au cours d'une semaine. Ces chiffres sont d'autant plus significatifs qu'il existe une nette différence de prix entre les deux institutions.

Le troisième indice est l'appui que COOPRIX reçoit de la part des milieux syndicaux. On peut penser ici au deuxième front de la C.S.N. qui s'intéresse entre autres à la question de la consommation. Il en est de même aussi de la place qui est faite au phénomène COOPRIX dans les journaux d'avant-garde, tels que *Maintenant* et *Québec-Press*.

Motivations

On constate donc aisément qu'un grand nombre de sociétaires renouvellent leur confiance en COOPRIX par le bulletin de vote que représente le marché hebdomadaire. Cette dimension est capitale pour le mouvement car ce simple geste constitue un choix important et clair. Ce choix écarte les « Prix Miracle », la musique et le luxe des grandes chaînes de magasins en faveur d'une ambiance libérée de ce conditionnement et plus propice à la sélection de produits de qualité à un juste prix.

Les considérations économiques sont très importantes. Le critère fondamental, à l'intérieur de normes strictes quant à la qualité, est évidemment le prix. D'une saison à l'autre les prix fluctuent sur de nombreuses denrées mais l'augmentation annuelle n'est pas bien différente de celle de l'indice des prix à la consommation. Par ailleurs, le secteur alimentaire est certainement celui où la guerre des prix est une des plus vives. Il semble que les gens tentent de compresser le plus possible la partie du budget allouée à ce poste afin de déplacer ailleurs, vers l'automobile et les services notamment, les sommes ainsi rendues disponibles.

D'autres motivations s'ajoutent pour plusieurs aux motivations de type économique. Pour une forte minorité, la dimension culturelle teinte le bulletin de vote. L'impression d'être à l'aise, chez soi, entre nous domine chez plusieurs. C'est « notre langue » qui sert sans traductions inutiles, les commis sont des Canadiens-Français et la propriété des installations est diffuse mais

nôtre. Le processus d'identification à une institution du milieu, et qui réussit, joue très fortement. Le sentiment d'appartenance est particulièrement aigu à COOPRIX I de la rue Legendre dont la majeure partie des sociétaires actifs provient du Domaine St-Sulpice où l'on trouve une homogénéité et une cohésion sociales remarquables.

Une autre minorité, plus restreinte celle-là, perçoit les immenses possibilités qu'offre le développement horizontal et vertical d'une économie coopérative basée sur la masse des consommateurs afin que l'économie serve à la libération de l'intérieur plutôt qu'à l'asservissement par l'extérieur.

Le genre d'activité qui caractérise, pour l'heure, la Fédération des Magasins CO-OP et le type de légitimité que la masse lui accorde n'exigent pas une participation plus fréquente, formelle et articulée. Les COOPRIX sont en pleine expansion et pour le moment cette réussite semble auto-génératrice.

IV

LES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs rencontrés dans le cas de COOPRIX sont permanents du département de détail de la Fédération des Magasins CO-OP et de l'Institut de Promotion des Intérêts du Consommateur. Le groupe de dirigeants que nous avons eu l'occasion de rencontrer à quelques reprises fournit des efforts remarquables pour bien implanter la formule COOPRIX dans la région métropolitaine. Les heures sont nombreuses et les fins de semaine inconnues tant la tâche est gigantesque.

La formation des cadres est excellente car la majorité d'entre eux ont travaillé pour des maisons importantes telles que Steinberg et Dominion. A cette formation s'ajoute une motivation stimulante créée sur le service d'un idéal.

En effet, les cadres sont très conscients du potentiel de l'organisation et ils agissent dans une perspective à long terme. Ils ont l'impression de collaborer à la mise sur pied d'un nouveau système économique ce qui provoque d'autant plus leur intérêt que la formule permet mieux que toute autre une correspondance entre leurs objectifs personnels et ceux de la collectivité qu'ils servent.

V

PROBLÈMES PRÉSENTS

Les difficultés auxquelles se heurte COOPRIX sont inhérentes à sa croissance très rapide et aux exigences multiples qu'impose à l'organisation sa nature coopérative.

Participation

Malgré les propos que nous avons tenus au sujet des fondements de la légitimité, il n'en demeure pas moins que le mécanisme d'élection et la possibilité pour certains membres de participer à la gestion ainsi qu'à l'orientation de l'organisation suscitent notre intérêt.

Le mécanisme d'élection prévoit la désignation d'un délégué par comptoir COOPRIX ou par association coopérative. Ensuite, des délégués additionnels sont nommés pour chaque section en fonction de volumes d'achats ou de ventes. Un délégué additionnel est nommé pour chaque million de dollars de ventes dans le cas des COOPRIX alors que dans le cas des magasins CO-OP on exige \$600,000.

Cela ressemble étrangement au mécanisme capitaliste de pondération selon la taille. Pour corriger cette situation trois solutions sont possibles. On peut donner à chaque comptoir ou association le même nombre de représentants quelle que soit leur taille. Une autre possibilité est de ramener à la base, c'est-à-dire, à chaque

sociétaire le contrôle direct de la Fédération. Cette solution semble vouloir s'imposer mais il faut compter avec la résistance des magasins CO-OP dont plusieurs voudront défendre leur autonomie. Peut-être en arrivera-t-on à une position de compromis où la pondération à l'intérieur des structures de représentation et de participation se fera selon le nombre de sociétaires sans remettre brutalement en question le statut actuel des associations coopératives de consommation.

A l'intérieur de la notion de participation on peut soulever la question, sans prétendre la trancher, de l'influence que les membres de COOPRIX peuvent avoir sur la gestion du comptoir. Est-il suffisant d'avoir une attitude réceptive de la part des gérants à l'endroit des suggestions faites individuellement? Des comités de représentation verront peut-être le jour afin de contrebalancer le poids d'une techno-structure grandissante. Nous arrêtons là nos remarques à cause du peu d'intérêt que suscitent chez la majorité les systèmes de comités.

Dans un autre ordre d'idées, la souplesse de l'organisation du département de détail sera difficile à maintenir avec l'accroissement rapide de ses activités.

Ceci nous amène à un autre problème, aigu celui-là, soit celui du personnel. Le genre d'entreprises que sont les COOPRIX exige un grand nombre d'employés pour un même comptoir sans même songer au personnel de cadre du département. La quantité nécessaire de personnes ayant des compétences techniques voulues est difficile à recruter et à former. Le recrutement, la sélection et la formation sont rendus d'autant plus problématiques que la croissance est rapide. Un calcul rapide nous porte à croire que près de 300 personnes auront à traverser ces trois étapes chaque année dans l'avenir immédiat.

D'ailleurs, la formation requise n'est pas strictement professionnelle. Il s'agit de faire participer les employés à l'idéal coopératif et leur faire voir les caractéristiques

bien originales des organisations coopératives. Le succès de COOPRIX dépend largement de l'impression qu'ont ses membres d'être chez eux, à l'aise et détendus. L'attitude du personnel joue un grand rôle dans la mise en confiance des sociétaires. Il faut donc que les relations avec le public soient plus que de courtoises « Public Relations ». C'est la volonté bien ancrée de servir, d'être utile qui permet des échanges harmonieux entre employés et consommateurs. Le développement d'un bureau de gestion des ressources humaines est donc une priorité.

Pour terminer, nous nous contenterons de signaler le problème du financement. Dans le cas d'une entreprise privée la croissance est financée pour une large part à même les bénéfices alors que COOPRIX est appuyé par le secteur coopératif en général et le Mouvement Desjardins en particulier. On peut se demander si cette politique n'est pas un « talon d'Achille » pour l'organisation tant à cause de la dimension strictement économique que sous l'angle de l'orientation que des milieux étrangers à l'organisation pourraient vouloir « suggérer » à la Fédération des Magasins CO-OP.

VI

PERSPECTIVES D'AVENIR

Le succès rencontré par la formule COOPRIX permet à la Fédération de songer à étendre son contrôle des points de vente et d'entreprendre, par la suite, l'intégration en amont de ses activités. Il s'agit donc d'un double élargissement, horizontal et vertical, de son rôle.

Horizontalement

Le développement horizontal est le plus urgent. Il est nécessaire, avant toute chose, de construire une base solide et élargie. Dans un premier temps, les hypermarchés COOPRIX seront multipliés mais il faut

bientôt prévoir une pénétration d'autres secteurs de la consommation où les bénéfices des intermédiaires sont les plus élevés.

On remarque depuis quelques années un développement dans les quartiers défavorisés d'associations coopératives d'alimentation.

Quelques-unes de ces associations bénéficient déjà de conseils techniques de la part du département de détail de la Fédération. Ces échanges augmenteront sans doute en importance pour atteindre sinon l'intégration du moins la coordination des activités de ces deux formules complémentaires.

Verticalement

L'augmentation du volume contrôlé par la Fédération, provenant surtout du succès de la formule COOPRIX, permettra à celle-ci d'intégrer à ces opérations les étapes de transformation de certains produits. La dimension de cette expansion tiendra compte des arrangements qui pourront être établis avec les entreprises capitalistes ou encore avec la Coopérative Fédérée de Québec. On peut se référer à l'expérience suédoise où des pressions du mouvement coopératif de consommation ont contraint les manufacturiers privés à baisser sensiblement leurs prix.

Les perspectives d'avenir sont donc excellentes mais la mise sur pied d'un système économique parallèle sinon dominant exige une démarche habile que semble favoriser la direction. Il s'agit de s'assurer une présence significative dans le domaine de la distribution avant de s'attaquer à celui de la production qui exige des spécialistes d'une tout autre compétence.

VII CONCLUSIONS

Les problèmes que nous avons déjà perçus suggèrent d'eux-mêmes leur solution. La difficulté la plus

grande est du côté des ressources humaines dont COOPRIX a un urgent besoin. La priorité va donc au recrutement et à la formation d'un personnel à la fois compétent et imbu des principes coopératifs de même que sensible aux aspirations de la collectivité. Ceci est aussi vrai pour les cadres que pour les employés des magasins.

L'importance que prendra dans l'avenir le mouvement coopératif de consommation pose le problème double de l'orientation et du contrôle. Ayant déjà traité de cette question, nous nous contenterons de rappeler le besoin qui se fera sentir pour la Fédération de redéfinir ses rapports avec les Magasins COOP et, partant avec la masse des coopérateurs. On canaliserà ainsi le désir de participation déjà existant tout en augmentant celui-ci par l'occasion ainsi offerte.



L'autogestion yougoslave

par Jean GENEST

En guise de préface

C'était en 1946 : j'étais en Argentine. Je devais présenter une thèse et, après bien des tergiversations, j'optai pour un thème de justice sociale. Déjà des lectures sur les nouvelles conceptions de l'entreprise et des coopératives de production m'avaient mis sur la piste de mouvements rénovateurs de la pensée et de l'économique. Je me lançai donc dans les recherches, à la fois dans les bibliothèques et par des visites industrielles, vers l'élaboration d'une thèse considérable qui n'a jamais pu voir le jour.

La mise au point de ma documentation me conduisit à visiter les écoles d'apprentissage d'arts et métiers, à questionner propriétaires et fonctionnaires sur l'administration des haciendas, à discuter avec ouvriers, dirigeants de syndicats et grands entrepreneurs, sur la marche des entreprises industrielles. Toutes ces rencontres furent complétées par de grandes conversations avec des universitaires et de hauts fonctionnaires d'un Etat moderne. Pour tous, à la quasi unanimité, le vingtième siècle représentait la fin du capitalisme libéral. Mais avec la plupart, qui ne voulaient pas du statu quo, il y avait comme une peur des changements : un blocage psychologique et financier en tout ce qui regardait les réformes qu'on étudiait, qu'on désirait mais qu'on n'appliquait pas.

Les événements m'éloignèrent de ces préoccupations. Pourtant l'enseignement de la philosophie morale et sociale m'y fit revenir d'une façon plus académique, et sous l'éclairage du professorat, pendant de nombreuses années. Pour ne pas verser dans l'académisme, j'avais demandé — et obtenu — d'être le directeur des

visites d'orientation professionnelle auprès des élèves d'un grand collège classique. Ainsi, chaque quinze jours, je pouvais aller de la Bourse, des banques, aux grandes entreprises de la Vickers, Canadian Aviation Electronics, Canadair, etc., j'observais et continuais mon enquête. Plus elle avançait, plus j'hésitais à recourir à des solutions draconiennes. Comme bien d'autres, la conclusion à laquelle j'arrivais est celle-ci : il faudrait un homme nouveau pour faire une entreprise nouvelle.

Quand je revins à ma thèse, en 1971, je m'aperçus qu'elle ne correspondait plus tout à fait à la complexité du monde moderne où entraient l'automatisation, la cybernétique, l'emprise des syndicats, la rivalité Est-Ouest, la rapidité des découvertes scientifiques qui permettaient de « tourner » les lois anti-monopoles, et l'extrême puissance du commerce international livré à quelques puissances économiques plus riches que l'Afrique, que l'Amérique du Sud, que tout le Moyen-Orient ou que la très grande majorité des pays asiatiques mis ensemble. Le monde va vite. Toutes les thèses d'Adam Smith ou de Karl Marx sont aujourd'hui dépassées. Même la mienne, pour ce qu'elle valait.

J'ai donc dû me replonger dans ces études palpitantes parce qu'elles concernent le mieux-être de la majeure partie de l'humanité et parce qu'elles sont prégnantes des formes nouvelles que prendra le monde économique du futur. Je publiai donc un article : LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE, dans l'Action nationale (février 1972, p. 441 à 468). J'y tenais compte des volumes de François Bloch-Lainé (*Pour une réforme de l'entreprise*, Seuil, 1963, 158 pp.) et de Philippe de Woot (*Pour une doctrine de l'entreprise*, Seuil, 1968, 284 pp.) qui ont renouvelé les études sur le sujet de la transformation de l'entreprise.

Vers l'autogestion

Depuis le volume classique de Simone Weil (*La condition ouvrière*, Gallimard, 1951, 370 pp.), en passant

par celui de John Kenneth Galbraith (*Le nouvel état industriel*, Gallimard, 1968, 727 pp.) jusqu'à ceux de Albert Meister (*Les communautés de travail*, Paris, 1958, 164 pp. — *Socialisme et autogestion*, Seuil, 1964, 400 pp. — *Où va l'autogestion yougoslave ?* Anthropos, 1970), un monde est en mutation. La Yougoslavie a essayé une nouvelle forme d'entreprise, basée sur l'autogestion plutôt que sur la co-gestion. Les études se sont multipliées. En particulier le Centre national d'information pour la productivité des entreprises, de France, a publié un dossier de très grande valeur sur *La participation dans l'entreprise*, faisant le point sur les réformes du monde industriel entreprises dans le monde actuel.

La conception de l'industrie par l'URSS marxiste s'avère de plus en plus un échec. D'abord on n'a pu supprimer le salariat. La classe des « managers » qui dominerait le capitalisme sans coeur a sa contre-partie dans la bureaucratie au poids effroyable qui pèse et règne sur toute la classe ouvrière en URSS. Ce pays n'a pas supprimé les classes sociales mais seulement les syndicats ou les institutions de défense des ouvriers. L'absence de chômage reste une affirmation assez superficielle quand on sait que l'armée a pour fonction, en temps de paix, d'absorber ou de déverser les hommes suivant les besoins de la machine industrielle et quand on sait aussi le gonflement des chiffres d'employés qui, en certaines occasions, rendraient ces entreprises absolument non rentables dans un pays qui admettrait la concurrence. La sécurité du travail a engendré non seulement un grand nombre de parasites mais aussi une apathie certaine au travail qui affecte directement le rendement économique des entreprises et l'esprit créateur des masses russes. La participation ouvrière à la marche de l'usine n'a aucune substance réelle. L'ouvriérisme n'est en fait qu'un cliché de rhétorique et la prose communiste y prend un accent d'insinuerité et d'ennuyeuse répétition.

C'est précisément contre ces vices de structures

que les Yougoslaves ont voulu proposer au monde une forme originale de participation vraiment démocratique des ouvriers à la bonne marche de l'usine. C'est ce que nous nous proposons d'étudier.

I — L'IMPACT DE L'AUTOGESTION ?

Dès 1945, le maréchal Tito s'inspira, pour la Yougoslavie, du modèle soviétique. Quand le parti communiste s'installe en un pays, il doit nécessairement regarder l'exemple russe et emprunter les experts du marxisme vécu. Mais la centralisation dictatoriale de l'URSS ne va pas toujours dans la ligne des aspirations révolutionnaires des autres pays. Avec le temps, on s'aperçoit que beaucoup de révolutionnaires qui se disent marxistes, ne suivent pas tellement Marx qu'un rêve inachevé, qu'une poursuite de l'âge d'or où tout le monde aurait son mot à dire, sa part de décision dans la marche de l'entreprise ou du pays.

Dès 1950, Tito introduit les conseils ouvriers dans toutes les entreprises. Ces conseils ouvriers jouissent d'une certaine autonomie qui leur permet de prendre des initiatives. En peu de temps, la Yougoslavie se voit à la croisée des chemins : doit-elle diriger, imposer une planification totale à ces conseils ouvriers ou doit-elle leur donner plus d'autonomie ? Le maréchal Tito, qui a bien des raisons de se défier de la bureaucratie soviétique, décide de remettre tout l'avenir de son pays entre les mains des ouvriers auxquels il donne la gestion des usines. Ce n'était plus le parti communiste, ce n'était plus l'Etat omnipuissant qui régénait le monde économique mais les ouvriers eux-mêmes. Il s'agissait là d'une révolution dans la révolution marxiste.

Il faut entendre ces paroles du maréchal Tito. C'est le 26 juin 1950 qu'il fait le procès de la révolution soviétique devant l'assemblée nationale de Yougoslavie : « La révolution d'Octobre a permis à l'Etat soviétique de

prendre en main les moyens de production. Mais ces moyens de production se trouvent encore, après trente et un ans, dans les mains de l'Etat. Est-ce là une réalisation de la devise « l'usine aux ouvriers » ? Évidemment non. *Les ouvriers soviétiques n'ont pas à l'heure actuelle la moindre part à la direction des entreprises : celle-ci est exercée par des directeurs qui ont été nommés par l'Etat.* Ils sont des fonctionnaires. Les ouvriers n'ont que la possibilité et le droit de travailler. Cela ne fait pas une grande différence avec le rôle laissé aux ouvriers dans les pays capitalistes. La seule différence pour les ouvriers c'est qu'en Union soviétique il n'y a pas de chômage. C'est tout. Ainsi les dirigeants soviétiques n'ont pas, jusqu'à maintenant, accompli l'un des actes les plus caractéristiques d'un pays socialiste, le transfert de la gestion des usines et des autres entreprises industrielles des mains de l'Etat aux mains des ouvriers. Il est vraisemblable que les dirigeants de l'URSS ne remettent pas la gestion des moyens de production aux mains des travailleurs justement à cause de leur conception de la propriété d'Etat comme forme suprême de la propriété sociale. Au demeurant cela va parfaitement en harmonie avec le relancement de leur machinerie d'Etat ». L'URSS n'a jamais pardonné à Tito ce procès de leur « révolution », ce déviationnisme. Nous dirions plutôt : cet éclairage aveuglant !

Ainsi, dans l'autogestion, les travailleurs sont le pouvoir. Pour la première fois, en régime communiste il y a une vraie *propriété sociale*. Le conseil ouvrier ou le *collectif ouvrier* peut connaître la présence de représentants des usagers, de la région, de l'Etat même, mais les nominations à la direction ne se font pas par l'extérieur, ni par le parti, mais par les seuls travailleurs de l'entreprise. « Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui décideront des structures d'autogestion à mettre en place dans leur entreprise, quand et comment ils le voudront. La maturité des travailleurs est le seul critère, l'équipe de tous les travailleurs le seul grand responsable devant la société. L'Etat se fixe « d'accompagner les

travailleurs dans le développement de leur volonté d'autogestion » (1)

Les communistes actuels, surtout les penseurs de l'Europe libre, ne furent pas sans ressentir l'impact d'une telle formule. Marx était considéré comme dépassé et le modèle russe comme d'application limitée, valable pour les seules colonies satellisées de la Russie marxiste. Cette innovation de la Yougoslavie équivalait à une critique radicale. Les communistes français parlèrent alors d'*autonomie de gestion*, disant que chez eux, et dans la pensée de Marx, les travailleurs devraient être *associés au pouvoir*. Mais le pouvoir réel, soit la nomination de la direction, soit la programmation imposée, vient de l'extérieur. Autrement dit, et ceci est grave : les socialistes refusent à l'Etat un rôle déterminant dans l'entreprise tandis que les marxistes d'allégeance soviétique attribuent à l'Etat un rôle prépondérant dans toutes les opérations décisionnelles.

Heureux de leur trouvaille (qu'ils font remonter à Charles Fourier (1772-1837) et à Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), les socialistes de tous les pays ont fait de l'autogestion « la finalité du socialisme », leur programme distinctif. De l'entreprise autogérée, ils ont esquissé la société autogérée : « société dans laquelle les structures, les collectivités, les groupes, quelle qu'en soit la nature politique, économique, sociale, culturelle, etc., quel qu'en soit le cadre (national, régional, local, quartier, atelier, etc.) fonctionnent de telle façon que les gens qui y vivent sont mis dans les meilleures conditions pour connaître leurs problèmes... avoir la responsabilité de la solution de ces problèmes, y compris la responsabilité de la décision, de la gestion » (2).

Ils veulent se distinguer par là du communisme-marxiste qui n'a jamais vraiment trouvé de solution au problème des rapports entre l'individu et l'Etat. Chez ces derniers, l'Etat domine tout, impose tout. La force

1— Dossiers pour notre temps, avril 1972, dossier no 492. Article par André Jeanson.

2— Idem.

de son armée et de sa police secrète maintient tout en ordre, mais derrière la façade l'homme est traité plus ou moins comme un robot, un *homo economicus* attelé à la production. L'humanisme marxiste est rejeté par les socialistes comme un mythe, comme une erreur historique, comme inapplicable à l'Europe plus évoluée. Le système du « bottage au derrière », selon eux, a fait son temps.

Cependant en France, socialistes et communistes ont établi un programme commun de gouvernement, le 27 juin 1972, dans le but de préparer conjointement les futures élections et le programme qu'ils entendent proposer aux électeurs, s'ils gagnent la majorité. Le journal *Le Monde*, en rapportant cette entente, signale que dans la version définitive, « les négociateurs ont maintenu une formule étrange expliquant que l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction des entreprises prendra des formes nouvelles, que le parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique »⁽³⁾. On voit par ces formules que les deux partis sont loin de s'entendre car les socialistes mettent l'accent sur l'autonomie des travailleurs et les marxistes sur l'absolu pouvoir de l'Etat (toujours dit « démocratique » dans le jargon marxiste). Autrement dit, les électeurs voient que ce point majeur du programme est « escamoté », que les deux partis ne s'entendent pas. Un triomphe électoral n'apporterait aux Français que le spectacle d'une division plus spectaculaire entre les deux grandes formations politiques de gauche.

L'aspect positif de cette déclaration, toutefois, c'est que les socialistes européens sont arrivés au point crucial de se donner « une personnalité morale ». Hier ils personnifiaient les *menchéviks* devant les *bolchéviks*, c'est-à-dire la manière constitutionnelle plutôt que la manière révolutionnaire. Ils ont maintenant un program-

3— *Le Monde*, sélection hebdomadaire, du 29 juin au 5 juillet 1972, p. 6.

me qui les caractérise, ils ont même une conception nouvelle de l'Etat et de la société.

Le point névralgique de la différence entre socialisme moderne et marxisme demeure la conception de l'Etat. Chez les premiers il est conçu comme coordinateur. Toute planification n'y est qu'indicative. Mais chez les marxistes, l'Etat (qu'ils appellent évidemment démocratique par habitude) *impose*, dirige tout par sa bureaucratie toute puissante. La planification n'y est pas que directive mais elle est impérative. Chez les socialistes, le mot-clé est devenu celui de participation. Tous sont invités à collaborer. Les décisions viennent de la base et composent avec les plans d'ensemble de l'Etat. Du moins en théorie.

Depuis la révolte de Tito et sa « fuite en avant » vers les terres inconnues de l'autogestion, nous avons assisté dans le monde entier à un « éclatement du marxisme ». Il est remis en question partout. Le modèle offert par l'URSS n'est plus accepté comme unique et nécessaire. On s'est aperçu qu'une fois le capitalisme renversé, tout ne devenait pas automatiquement plus facile et plus réjouissant. Il fallait continuer à vivre, à lutter contre les mauvaises récoltes, contre la mauvaise qualité de la production, il fallait prévoir des investissements, calculer avec la compétition étrangère. Les problèmes de la répartition égale entre tous les citoyens devaient céder le pas aux préoccupations provenant d'une découverte scientifique. Etre en retard d'une seule découverte scientifique, c'est souvent dans le domaine industriel se condamner à un assèchement progressif et impitoyable de la vente. Alors si tout n'est pas facile après la révolution et la disparition du capitalisme, que faire si la situation se révèle moins facile qu'on ne s'y attendait ?

Un point devient de plus en plus clair pour tous les pays sous-développés : on ne peut arriver à la véritable prospérité en transformant un pays en une prison. Il faut courir le risque de l'initiative privée et de l'esprit créateur. Il faut donc un équilibre entre les contraintes

et les libertés. Il faut des rapports équilibrés entre l'Etat et l'individu, entre l'Etat et les entreprises. Le marxisme semble bien condamné à mort. La nouvelle formule du socialisme devrait, à la longue, regrouper toutes les gauches occidentales et celles des pays en voie de développement. Les peuples se préoccupent, aujourd'hui, autant de l'après-révolution que de la marche vers la révolution elle-même. On ne veut plus d'Etat napoléonien, tsariste ou du type « politburo ».

Dans l'*Action nationale* de février 1972 (p. 441-468) nous avons introduit la cogestion comme un correctif majeur au capitalisme libéral. Nous l'avons vu, cette mesure permettait des partages de pouvoir très gradués et très progressistes. En ce qui regardait le moment de vérité, c'est-à-dire le moment de prendre la décision finale, le conseil ouvrier n'avait qu'un pouvoir de consultation. On n'accordait un pouvoir réel de décision qu'en ce qui regardait le bien-être ouvrier et les aspects sociaux de l'entreprise. C'était assez mince. L'autogestion va beaucoup plus loin. La question essentielle demeure : est-elle un succès ?

II — L'AUTOGESTION EST-ELLE UN SUCCÈS ?

Les Yougoslaves, quand ils portent un jugement sur la marche de l'autogestion limitée qu'ils pratiquent, y vont avec un grand réalisme : « Faire le socialisme avec la police, disent-ils, c'est facile, le faire avec les hommes c'est plus difficile. »

Les grands analystes de l'autogestion en Yougoslavie ne craignent pas de parler d'échec. Albert Meister dira : « Aujourd'hui, on ne peut s'empêcher de penser que l'autogestion yougoslave a rempli son rôle historique ; grâce à elle, l'industrialisation de base du pays s'est faite rapidement (taux de croissance en moyenne très élevé) et bien plus humainement que dans nos pays, grâce à un leadership venu des rangs de ceux qu'il entraînait et accepté par eux... Elle n'est plus que

facteur de meilleur climat dans les entreprises, sacrifice de productivité, d'efficacité » (4).

Gilles Martinet, tout sympathique qu'il soit à l'expérience yougoslave, signale pourtant ces points : « Tout le pays vit en fait au-dessus de ses moyens. Durant les cinq années qui ont suivi la réforme (de 1965), le gouvernement n'a pas eu le courage de couper les vivres aux entreprises non rentables... En 1970 on a évalué à 3,500 le nombre des entreprises travaillant à perte et à 300 milliards de dinars leur déficit annuel. Il est vrai que le gouvernement a le légitime souci de ne pas aggraver le chômage. Celui-ci atteint plusieurs centaines de milliers de personnes. *Il serait encore plus étendu si près d'un million de Yougoslaves n'étaient pas partis travailler dans différents pays de l'Europe occidentale...* Le parti déclare que tout ce qu'il accomplit est voulu par la classe ouvrière cependant il se comporte objectivement comme si la classe ouvrière était incapable de vouloir quelque chose par elle-même... Il est honnête d'ajouter que les ouvriers dans leur grande masse, ne semblent pas y croire davantage » (5).

Les observateurs attribuent donc à l'autogestion une amélioration du climat social mais aussi une diminution de la productivité. Elle ne supprime pas le salariat ni le chômage. Si l'Etat diminue son empoigne dans la planification de la production, l'autogestion conduit le pays vers une production erratique et un effondrement des fonds de renouvellement de la machinerie et des investissements. Si, par ailleurs, l'Etat, par une politique judicieuse d'aide à l'investissement, entre plus à fond dans l'autogestion de l'entreprise, il n'y a plus véritablement d'autogestion car tout le monde, y compris la nouvelle classe des dirigeants qui a été élue par le

4— Albert Meister : L'autogestion yougoslave, dans **La participation dans l'entreprise**, publié par Le Centre national d'information pour la productivité des entreprises, 1972, p. 94.

5— Gilles Martinet : Les cinq communismes, Seuil, 1971, p. 121, 122, 131. Nicole Desjardins dans Cahiers de l'actualité religieuse et sociale, no 41, 1 et 15 août 1972, p. 475, signale qu'il s'agit là de 30% des entreprises. Près d'un tiers des entreprises yougoslaves ne seraient pas rentables. Cela donne à réfléchir.

« collectif ouvrier », comprend que toutes les décisions importantes leur échappent et qu'ils reçoivent l'empreinte pesante des décisions prises par le parti unique et par en haut.

Finalement, quand les ouvriers d'une entreprise se répartissent les profits de l'entreprise (après toutes les déductions des impôts) ils s'aperçoivent que l'Etat, selon le mot de Tito, leur a laissé « une sorte d'argent de poche ». Cependant, sans avoir le droit de grève, les ouvriers arrêtent le travail et font des démonstrations. Ce qui est impensable en Russie soviétique. Les travailleurs, grâce à l'autogestion, peuvent décider eux-mêmes de l'adaptation de leur entreprise aux directives du Plan central et, s'ils sont mécontents, ils le manifestent. L'autogestion entraîne donc une assez large liberté. Elle ne plaît pas toujours à l'Etat qui envoie ses troupes, mais elle est là pour demeurer tant qu'il y aura autogestion.

Une autre critique faite à l'autogestion c'est la difficulté qu'elle a de rencontrer la compétition économique internationale. On y devient facilement imperméable aux stimulants extérieurs. On innove à l'intérieur de l'entreprise. Mais on est moins équipé pour faire face à la concurrence internationale, d'où l'apparence d'une production stabilisée, pas suffisamment agressive. Si de préférence aux interminables palabres, les travailleurs acceptent d'être dirigés par des hommes au tempérament d'entrepreneur (un tempérament vraiment spécial, calculateur, dominant les choses à manipuler et les rouages à franchir, entièrement donné à la production mais souvent oublieux des hommes), l'entreprise dite autogérée ne va-t-elle pas vers une forme tempérée de l'entreprise capitaliste ?

Pour ceux qui rêvent d'une société entièrement autogérée, ne faudrait-il pas faire la part de l'illusion ? Car les hommes ne sont pas tous doués pour la lutte, ne sont pas tous gonflés par un idéal. La grande majorité n'aspire qu'au mieux-être, au meilleur salaire, à une plus grande consommation de biens terrestres. Leur ambition se limite à leur famille. L'autogestion aura permis, tou-

tefois, une sélection des élites, mettant aux postes d'autorité et aux leviers de commande ceux qui parmi le « collectif ouvrier » offraient les garanties nécessaires. L'autogestion par les ouvriers aura servi, en fin de compte, à engendrer une *nouvelle classe*. La promotion collective aura été sacrifiée à la promotion d'une nouvelle élite. Mais un pays, une entreprise, peuvent-ils fonctionner sans classe dirigeante, sans des responsables constituant une classe nouvelle ? La révolution aurait-elle déplacé mille bourgeois pour les remplacer par mille ouvriers d'aspirations bourgeoises ?

En désespoir de cause, les analystes croient que la meilleure forme d'autogestion se trouve dans les kibboutzim d'Israël (Voir l'Action nationale, octobre et novembre 1970, p. 119 et 199). Il s'agit de groupes de 200 à 2,000 personnes vivant VOLONTAIREMENT une pleine formule socialiste. Les deux cents kibboutzim existants séparent le politique du social. Il n'appartient pas à l'Etat d'Israël de refuser, d'appuyer ou de favoriser ce genre de vie, seulement de le respecter. Il y a liberté complète d'y entrer ou d'en sortir. La concurrence avec le monde extérieur est admise comme chose normale, à laquelle il faut faire face. Bref, le kibboutz qui, pour survivre, croirait dans la protection de l'État, n'aurait aucune chance : il périrait. Là seulement on a réussi à abolir pratiquement le salariat. On a obtenu un juste équilibre entre les exigences familiales et les organisations sociales. Au début les kibboutzim étaient agricoles mais ils se sont adaptés aux réalités industrielles. Ils ont réussi avec ingéniosité et ténacité. L'élément-clé de cette autogestion, c'est le volontariat et la vie communautaire.

Ce n'est pas à l'Etat d'organiser des communautés humaines. Pourquoi donc les socialistes du monde entier veulent-ils toujours politiser leur idéal et recherchent-ils toujours, à travers le mythe ouvrieriste, à imposer leur conception à tous ? Pour briser avec le capitalisme qui serait le péché du monde, les socialistes commencent toujours par emprisonner tout le monde ou, au moins,

par leur enchaîner les pieds et les mains ou les soumettre à leur unique formule. L'autogestion, plus elle vieillit comme expérience, plus elle révèle des failles et un durcissement qu'on ne pouvait facilement prévoir. Imposée comme formule, plusieurs ne peuvent y vivre et d'autres n'y voient aucun changement pour leur cas personnel.

Les coopératives de production et les kibboutzim présentent des formules à échelle plus humaine. La sécurité des participants est entière, sans qu'il soit porté atteinte à leurs libertés fondamentales. Au contraire, les kibboutzim ont révélé qu'ils étaient capables de donner des citoyens pleinement conscients de la marche de leur pays et du monde. Pourquoi donc, surtout depuis Marx, les socialistes et les marxistes de tous poils croient-ils de leur devoir d'imposer leurs « bienfaits », leurs doctrines, sur un peuple ou à toute l'humanité ? Cet aspect « universel » de leur doctrine contient plus d'inhumanité, est la source de plus de mécontentes et de plus de misères humaines que le monde n'en a jamais connu depuis les Pharaons. Quelle différence y a-t-il entre Caligula et Staline ? Quelle différence y a-t-il entre l'Etat marxiste et l'Etat fasciste ? Les deux sont des dictatures qui ne peuvent donner le bonheur ni apporter de libération véritable aux masses. Si les socialistes sont convaincus de la vérité de leur doctrine, pourquoi ne s'arrangent-ils pas en phalanstères, en coopératives, en kibboutzim, en entreprises autogestionnaires et, alors, ils laisseraient à leurs prochains la liberté d'organiser leur vie comme ils l'entendraient ? Nous touchons ici à deux ou trois mystères de la nature humaine et de son existence en société. L'homme souffre de démesure.

III — COMMENT FONCTIONNE L'AUTOGESTION

Le socialisme a un point de départ, il part en guerre contre toute propriété privée des moyens de production.

Il n'admet qu'une propriété sociale, une appropriation collective, normalement réalisée par la nationalisation (distincte de l'étatisation où la propriété devient celle de l'Etat). Le pouvoir de décision, tout capitalisme étant aboli, serait entièrement dévolu aux travailleurs de chaque entreprise. Chaque entreprise serait autonome, sans être complètement indépendante de l'économie de la région ou de celle du pays entier. Cette formule peut réussir, surtout si le groupe des travailleurs *consent* à suivre cette formule mais pourquoi, aussitôt qu'un choix a été fait par un groupe, nier à tous les autres groupes le droit de choisir leur formule de développement et de croissance ? Le kibboutz est la seule formule, avec la coopérative de production, à accepter la propriété sociale au milieu de propriétés privées et d'accepter le pluralisme des formules d'existence sans intolérance. Les deux finissent par prospérer et, se remettant toujours en question, finissent par s'améliorer sans cesse. Pourquoi les socialismes doutent-ils tellement de leurs formules qu'ils ne croient pas pouvoir les soumettre à la concurrence, à l'examen critique des faits ? La pensée socialiste souffre d'insécurité malade.

Au fond, le socialiste moderne de l'autogestion ne conçoit pas seulement des entreprises autogérées mais il veut passer du social au politique. Il fait un saut lyrique quand il veut se soumettre l'Etat et n'envisager qu'une seule manière d'arriver au bien commun. Au point de départ, le socialiste parle de participation mais au point d'arrivée, conduit par une logique simpliste, il aboutit à une dictature plus ou moins larvée qui, elle, doit s'appuyer sur l'armée et la police secrète. Pour ses analyses clairvoyantes du système de l'autogestion yougoslave, Djilas a dû passer neuf années en prison. Ainsi de nombreux autres. Tous peuvent critiquer l'Occident mais ne peuvent examiner le bien-fondé des mesures socialistes, séparer ce qui est humain et ce qui est mythologie dans leurs plans a priori.

André Jeanson admet déjà que l'autogestion conduira à plusieurs types de croissance de l'économie qui,

venus de la base, seront proposés à l'opinion, au parlement et au choix gouvernemental. En théorie, cela est très beau. En pratique, aucune bureaucratie au monde n'accepte d'attendre les suggestions venues de la base. Cette bureaucratie, ou elle est faite de compétences ou elle est remplie de bouche-trous. Si c'est le premier cas, elle connaît mieux les besoins internationaux et nationaux, elle possède une information plus sérieuse et plus au point que tous les travailleurs de la base, que tous les syndicats. Attendre des directives du « parlementarisme des entreprises », cela relève de la pure chimère. Les contrats, les découvertes, les relations entre pays n'attendent pas : c'est souvent en vingt-quatre heures que les clients doivent recevoir leur réponse, que les livraisons internationales se décident et que les échanges s'opèrent. Comment prévoir si une récolte sera bonne, donnera un excédent, si une grêle ne ruinera pas une région ? ou si un filon minier ne s'épuisera pas subitement ? Aussi le pluralisme des types de croissance admis par M. Jeanson paraît une concession bien tardive et peu réaliste. L'Etat ne peut attendre d'avoir recueilli toutes les opinions venues de milliers d'entreprises pour planifier, coordonner et prévoir l'expansion ⁽⁶⁾

L'autogestion ne peut ni ne veut être un schéma monolithique. Il faudra tenir compte de la taille de l'entreprise, (une grande entreprise où il y a des milliers de travailleurs très différenciés par les tâches exige une structure d'autogestion à paliers, à partir de l'atelier), de la nature de la production (une usine artisanale et une usine d'automobiles ne peuvent être autogérées de la même manière), des relations complémentaires à établir avec les autres entreprises de la région ou même du pays, de l'importance relative de l'entreprise dans l'activité générale du pays (par exemple une entreprise d'armements exige une présence de l'Etat plus importante qu'une entreprise de jouets). L'essentiel est que le pouvoir, dans la structure choisie, provienne des gens qui y vivent.

6— Dossiers pour notre temps. Op. cit., p. 492/2.

Pour les ouvriers, le moment essentiel est celui de la répartition de la plus-value. L'Etat, par ses impôts, ses règlements quant aux investissements, peut presque effacer les profits. L'entreprise autogérée n'enlève pas le sentiment que beaucoup de décisions essentielles à l'entreprise proviennent d'au-dessus et d'en dehors de l'entreprise. Les atouts principaux échappent au pouvoir ouvrier : c'est là qu'est le conflit essentiel entre le social et le politique.

Aussi les socialistes conséquents avec eux-mêmes partent à la conquête du pouvoir politique : « Il reste qu'un pouvoir politique résolu à rendre possible l'autogestion est indispensable pour créer le cadre légal nécessaire, aider à briser les obstacles inévitables, contribuer à mettre en place les institutions sociales, culturelles, politiques, informatives, etc., qui doivent compléter la mise en autogestion de l'économie » (7). Par là la société autogérée serait le contraire de la société prônée par Lénine, ce socialisme d'Etat, ce centralisme dit démocratique, qui n'est qu'une société étouffante. La société autogérée admet la discussion, le pluralisme des idées.

Mais en Yougoslavie au moins, elle n'admet pas encore la pluralité des partis mais seulement la pluralité des points de vue. Pour André Jeanson « l'autogestion limitée à l'entreprise est vouée à l'échec : tous les rouages de l'économie et de la société, dit-il, doivent se plier aux techniques de l'autogestion ». Cette extension formidable donnée à l'autogestion par les socialistes d'aujourd'hui fera-t-elle un succès de l'autogestion ? M. Jeanson l'affirme mais il est incapable de le prouver. Il y a au moins une chose sûre c'est que l'autogestion en Yougoslavie n'eut pas le succès espéré mais des réussites limitées, pourtant plus solides que toutes les affirmations des socialistes étrangers, précisément parce que ces réussites s'appuient sur l'expérience vécue et

7— Dossiers pour notre temps. Op. cit., p. 492/3, article par André Jeanson.

non seulement sur des affirmations en l'air. En ces matières, il n'y a rien comme le contrôle de l'expérience.

L'autogestion se trouve coincée entre l'autonomie désirable pour les entreprises économiques, la décentralisation qui favorise les initiatives locales, et le contrôle de l'Etat. L'Etat contrôle par mille moyens : celui des approvisionnements, des plans, des machineries importées, des devises étrangères, des impôts, des investissements subventionnés et même des nominations aux postes essentiels. De plus si le parti communiste est unique, l'autogestion ne peut exister véritablement qu'au niveau des cellules de base. Vouloir l'étendre comme conception globale de toute la société me paraît une sublimation vers l'illuminisme. L'autogestion de toute la société n'entraîne pas tellement à plus de décentralisation mais au morcellement à l'infini de la société où seul l'Etat pourrait *imposer* quelque vraisemblance d'ordre et d'efficacité. Alors il n'y aurait plus d'autogestion sociale mais une sorte d'animation sociale d'une poussière de groupuscules aux intérêts divergents, sans pouvoirs de décision. L'animation sociale en ce cas ne conduirait-elle pas forcément au conformisme idéologique. On a déjà raconté comment, dans les prisons chinoises, les personnes incarcérées s'instruisaient les unes les autres de ce qu'il fallait penser, de ce que l'Etat, le grand Mao ou le Peuple Démocratique attendaient de chacun. Nous ne sommes plus dans un pays libre mais dans un pays peuplé de divinités ou d'empereurs divinisés.

On a déjà remarqué que « les sociétés socialistes ont toujours un point commun qui est de réagir contre les formes de vie sociale où l'excès de liberté tue l'égalité. D'où leur volonté de former les hommes et de leur proposer un plan » ⁽⁸⁾, mais ce qui devient de plus en plus évident, au fur et à mesure que se multiplient les expériences socialistes et qu'elles connaissent les difficultés qui accompagnent le progrès vers la maturité,

8— Cahiers de l'actualité religieuse et sociale, no 41, 1 et 15 août 1972, p. 475. Nicole Desjardins : A propos de l'autogestion.

c'est le décalage entre la théorie et la pratique. Le socialisme ne sait plus évoluer : il reste pris comme dans un carcan idéologique. Comme économie il évoluerait mais comme doctrine, il a tout englué.

Quand, en Yougoslavie, on compare le secteur des entreprises privées et les entreprises autogérées, celles de type familial qui n'emploient pas plus de cinq employés, on s'aperçoit que le secteur privé a fleuri et qu'on pourrait bien porter la limite des employés à dix plutôt qu'à cinq. Cette classe des entreprises privées et celles des nouvelles élites dans les entreprises autogérées constituent la nouvelle classe moyenne qui donne solidité et continuité à toute la fonction économique de l'Etat.

Pour s'opposer au stalinisme et à la dictature de l'URSS (qui voulait traiter la Yougoslavie comme une colonie d'exploitation en matières premières), la Yougoslavie de Tito a dû inventer un chemin intermédiaire entre le capitalisme et le communisme rigide. Le gain social a été appréciable, le travailleur a droit sur la plus-value de son travail, il participe directement aux décisions touchant à sa vie professionnelle. L'aliénation est moindre. Mais l'autogestion, pas encore exportable, de Yougoslavie, ne s'est pas révélée une panacée universelle. Entre l'Etat qui détient le pouvoir et l'entreprise qui se dessine comme un contre-pouvoir, il y a une marge de liberté qui peut s'atténuer ou s'élargir selon que les dirigeants le jugeront bon. L'inquiétude et l'espérance varient donc d'intensité d'année en année : cela oblige toute la population à participer avec vigilance à son avenir politique mais cela aussi diminue la production à l'échelle nationale.

CONCLUSION

Un point que les socialismes du monde entier n'ont pas encore réglé, c'est le commerce international. L'URSS s'y comporte comme le système capitaliste le

plus exploiteur, que ce soit dans les achats de pétrole, de sucre, d'or, de céréales. Comme politique ordinaire, il vise le plus possible à l'autarcie car il n'a pas à répondre aux besoins des consommateurs mais d'abord aux priorités fixées par l'Etat. Ces pays importent donc moins mais qu'ils importent ou exportent, c'est le seul argument du profit qui compte pour eux comme pour n'importe quelle grande compagnie internationale. Ils ne sont plus socialistes mais capitalistes dans le négoce international, comme tous les pays du Tiers-Monde le savent fort bien.

Un pays comme la France qui exporte 20 pour cent de sa production et le Canada qui ne peut vivre sans exportation (blé, papier, métaux), auraient des difficultés à « socialiser leur production sans, en même temps, être régis par une dictature ». La Suède n'a presque pas d'entreprises nationalisées. Les coopératives y sont très puissantes. Le pouvoir politique y réalise une certaine égalisation des conditions sociales par des impôts très lourds qui permettent des services sociaux très étendus. Ce socialisme est limité aux revenus et ne s'étend pas aux structures. Aussi André Piettre, professeur de l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, ajoutait : « La conciliation d'un régime socialiste avec la liberté, au-dehors comme au-dedans, est encore à trouver » (9).

Toutes ces réflexions, toutes ces comparaisons qui sont un véritable tour d'horizon du monde socialiste, nous montrent l'importance de la prudence dans un monde en évolution. Combien de plans peuvent enthousiasmer mais qui, à l'expérience ou à l'affrontement de la durée, ne donnent pas les fruits attendus.

Toutes les masses cherchent le bien-être. Au vingtième siècle les formules se sont multipliées. On a pris des peuples entiers comme cobayes. De 1917 à 1972, soit cinquante-cinq ans, que de choses n'avons-nous pas apprises ! Le bonheur des masses ne s'obtenait pas

9— La France catholique, 26 mai 1972, p. 12. Article de André Piettre : Le socialisme en question.

en leur promettant la sécurité au détriment de la liberté ou en leur donnant la liberté sans sécurité sociale. Nous avons aussi découvert les extraordinaires méfaits des doctrines qui ne tiennent jamais assez compte des découvertes et de l'insatiabilité de l'homme.

Nous aboutissons donc à demander un nouvel effort d'invention créatrice pour trouver de nouvelles formules. L'imagination-créatrice de l'homme n'a pas épuisé, tout en profitant de ses essais et de ses erreurs, les moyens de rénover la conception du monde industriel. En attendant l'automation universelle qui nous plongera, alors, dans un océan d'autres problèmes.

Nous aboutissons aussi à demander le pluralisme des formules. Plus nous poursuivons nos études à partir de l'entreprise, plus nous remontons jusqu'à l'Etat. Nous avons compris, mais nous le comprenons toujours mieux, l'énorme complexité et l'effrayante puissance de l'Etat. Il faut un Etat fort mais il ne faut pas un Etat tentaculaire. Il faut un Etat qui domine sa force. Il faut une classe ouvrière qui domine sa force. Il faut des hommes qui sachent se discipliner. Or c'est cette discipline intérieure et extérieure qui fait le plus défaut à notre temps. On préfère le déchaînement des appétits. On appelle cette maladie romantique, une révolution ou une libération. Dans le fond, c'est l'homme qui est à la recherche de son absolu. C'est à l'homme qu'il faut revenir : il a une plaie que les savants politicologues ou sociologues de notre temps ne savent pas guérir : ils l'enveniment et lui donnent la fièvre. Que de docteurs discutent sans savoir qu'ils délirent eux-mêmes.

Nous aboutissons aussi à demander que les expériences puissent se faire sans enchaîner des peuples entiers. Ceux-ci se voient subjugués, sans aucun désir de leur part. Ils se voient malaxés, imposés, triturés, menacés, sans aucune faute de leur part, à des schémas ou à des plans qui ne leur disent rien qui vaille. Dans leur désir de domination, des groupes imposent des absolus et loin de soulager les misères, ils les augmentent sans fin. Ils assèchent même les ressourcements

spirituels possibles de l'ouvrier. Pour délivrer l'homme de l'aliénation capitaliste, ils le conduisent à d'autres aliénations plus profondes et plus désespérantes.

J'aime assez l'expérience des kibboutzim et celle des coopératives de production. Voilà l'expérience d'hommes sincères. Expérience libre et volontaire, limitée et à mesure humaine. Elles semblent les plus belles réussites humaines du siècle. Mais ce n'est pas tout le monde qui aime la vie de communauté. Même en Israël, la vie politique et la vie militaire permettent à la plupart des gens des kibboutzim de varier « le menu » de la vie avec autre chose que des palabres limités aux intérêts du groupe et des décisions souvent teintées d'égoïsme collectif. Il y a en Israël une tolérance que peu de socialistes pratiquent. En Occident les socialistes parlent toujours de s'emparer du pouvoir et d'imposer leur plan étouffant. Ils croient avoir le droit de faire « avaler » leurs visions paradisiaques à tous les citoyens mais cette analyse aura-t-elle contribué à les faire réfléchir ou à s'autocritiquer sur la part de « mythe » dans leurs théories ou leurs rêves ? Qu'ils cessent de partir en croisades, d'enchaîner les hommes à leur chariot ou de les faire souffrir pour la gloire de leur drapeau tribal.

L'autogestion, entreprise libre d'hommes libres, peut conduire à des réussites certaines mais limitées dans le temps et dans l'espace. On pourrait tenter de l'implanter ici ou là quand les esprits seraient convaincus et préparés à affronter les risques de l'idéal. On comprendra mieux alors le dicton : « Faire le socialisme avec la police, c'est facile, le faire avec des hommes c'est plus difficile ».



Nos annonceurs participent à la vie de la revue...
Nos lecteurs sont tous intéressés à leur succès...
Ils les consultent d'abord...

RÉPERTOIRE DES RUBRIQUES

Assurances générales	Épiciers en gros
Assurance vie	Fer
Automobiles	Imprimeries
Avocats	Magasin à rayons
Comptables	Placements
	Quincaillerie

NOS ANNONCEURS

RÉPERTOIRE DES NOMS

Alliance, mutuelle-vie	Lange, Émilien
Béland, Jacques	Lanthier, Roger
Bellarmin (Editions)	La Solidarité
Bellefleur, Gustave	Létourneau, Bernard
Bertrand, Guy	Maranda, Jean-Hubert
Blanchard, Guy	Montréal Oxygène
Cadieux, Gilles	Morais, André
Camus, Raymond	
Canadienne Mercantile	Paquette, André
Canadienne Nationale	Pinsonnault, Pothier, Bégin & Delisle
Charbonneau, Yves	Pinsonnault, Guy
Chevrier, J.-Normand	Pomponnette (Bijouterie)
de Grandpré, Colas Deschênes & Godin	Provigo (Montréal) inc.
Desforges, Beaudry, Germain & Associés	Rheault, Fernand
Doray, Pierre	Richard, Clément
Dupuis Frères	Robillard, Michel
	Roy, Edouard
Gauvreau, Charles-A.	Roy, Robert
Générale de Commerce	Roy, J.-Émile
Groulx, Yvon	
Groupe Commerce	Thérien Frères
	Trudeau, Maurice
Houde, G.-E.	
	U.A.P.
Intercité (Ag. d'Assurances)	Union du Canada
Jacques-Cartier (Imprimerie)	Vachon, Robert
Jasmin, Alban	Viau, Lucien

**UNE GRANDE FIERTÉ D'ÊTRE CANADIEN-FRANÇAIS
ET LE GROUPE LE PLUS IMPORTANT DU QUÉBEC**

64 ANS AU SERVICE DU QUÉBEC
\$38 MILLIONS DE PRIMES SOUSCRITES
ANNUELLEMENT
\$26 MILLIONS - PART DES
ACTIONNAIRES
\$69 MILLIONS D'ACTIF
+ 520 EMPLOYÉS

GROUPE



Commerce

Les Compagnies d'Assurance

GÉNÉRALE DE COMMERCE CANADIENNE MERCANTILE CANADIENNE NATIONALE

Siège social

ST-HYACINTHE, Qué.



IV

ASSURANCES GÉNÉRALES

AGENCE D'ASSURANCES INTERCITÉ INC.

1554, rue Viel, Montréal - 334-0310

Guy Villiard, prés.

ROGER LANTHIER & FILS

655, chemin Bord de l'eau, St-Lambert, 671-4828 - 878-2455

ASSURANCE-VIE



UNION DU CANADA

Assurance-vie

Siège social : 325, rue Dalhousie, Ottawa 2, Canada

AUTOMOBILES



UAA INC.

AVOCATS

Guy BERTRAND,
Clément RICHARD et Associés
42, rue Ste-Anne, suite 200
Québec
Téléphone : 529-2168

DE GRANDPRÉ, COLAS,
DESCHÉNES & GODIN
Avocats
2501, Tour de la Bourse
Place Victoria — Montréal 115
Téléphone : 878-4311

COMPTABLES

Desforges, Beaudry, Germain
& Associés
Comptables agréés
210 ouest, boul. Crémazie,
suite 2
Montréal 354 — Tél. : 388-5738

LUCIEN VIAU & ASSOCIÉS
comptables agréés
Charles Gauvreau, C.A.
Fernand Rheault, C.A.
Robert Roy, C.A.
Pierre Doray, C.A.
Yves Charbonneau, C.A.
210 ouest, boul. Crémazie, suite 4
Montréal 351 388-9251

COOPÉRATIVES

HOMMAGE DE LA FÉDÉRATION
DE MONTRÉAL
DES CAISSES DESJARDINS

:cooprix:::

VI

A VOTRE SERVICE

Des titres dans les catégories suivantes :
Philosophie, religion, théologie, sociologie,
sciences politiques, éducation, langue et
littérature, histoire, biographies.

Deux périodiques :

Éducation et Société,
revue d'animation ;

Relations,
revue d'intérêt général.

Demandez notre catalogue

Les Éditions Bellarmin
8100, boul. Saint-Laurent
Montréal 351 — Tél. : 387-2541

ÉPICIERS EN GROS

PROVIGO (MONTRÉAL) INC.

Distributeur produits alimentaires

611, rue du Marché Central, Montréal

— Tél. : 384-7121

FER

F.X. LANGE INC.

ACIER DE STRUCTURE SECOND
TIGE À BÉTON — PLAQUES

565, PRÉFONTAINE,
MONTRÉAL 402

527-8761

HOMMAGE D'UN AMI

IMPRIMERIES



388-5781 8125, rue Saint-Laurent

Montréal 351, Qué.

J. ÉMILE ROY & FILS

Imprimeurs depuis 1896

265 ouest, rue Vitré

Montréal 128 Tél. : 861-1888

IMPRIMERIE JACQUES-CARTIER INC.

Imprimeurs-lithographes
Service d'artistes

8477, 8e ave, Mtl 455 - 729-1851

MAGASINS À RAYONS



DÉCOUVREZ
LE NOUVEAU
DUPUIS

PLACEMENTS

RAYMOND CAMUS INC.

Courtier en valeurs mobilières

500, place d'Armes, ch. 1120, Montréal — Tél. : 842-2715

OBLIGATIONS — Actions et Fonds mutuels

QUINCAILLERIE

EDOUARD ROY & FILS LTÉE

Quincaillerie en gros
exclusivement

4115 est, rue Ontario, Mtl 403
Tél. : 524-7541

**HOMMAGES DE NOS
SOCIÉTÉS NATIONALES**

MOUVEMENT NATIONAL DES QUEBÉCOIS

Jacques-Yvan Morin, président
Léo Jacques, directeur général

600 est, Grande-Allée, Québec 4

La SSJB de la Région des Trois-Rivières 3239, rue Papineau Case postale 1059 - 375-4881 André Montour, président G. Meyers, directeur général	La Société Nationale de l'Est du Québec 75, boul. Arthur-Buies Dr Richard Parent, président René Daigneault, directeur général
La Société Nationale des Québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean 512 est, Boul. Auger Case postale 308, Alma, Qué. Téléphone 662-6475 Gérard Claveau, président général Georges Perron, directeur général	LA SSJB DE MONTRÉAL 1182, boul. St-Laurent Montréal 129 866-1761
Société Nationale des Québécois Région des Laurentides, 13,200 membres Maurice G. Vallières, président Guy Mercier, directeur général 236 avenue du Palais, St-Jérôme 438-4129	La Société Nationale des Québécois Région De Lanaudière 414 nord, rue Beaudry, Joliette Jacques Mondor, président Jean-Paul Morin, directeur général

Société Nationale des Québécois du Centre du Québec

Roger Marier, président
Nicolas Beaulieu, directeur-général

449, rue Notre-Dame, Drummondville

"QUÉBEC FORT — QUÉBEC SOUVERAIN"

HOMMAGE D'UN AMI

LES AMIS DE LA REVUE

Dr JACQUES BÉLAND
chirurgien-dentiste
6558, boul. Monk
Montréal 206 - 768-4311

MONTRÉAL OXYGÈNE INC.
4890, 5e ave. Rosemont
527-3656
Geo.-E. Houde, président

Hommage de
GUSTAVE BELLEFLEUR

ANDRÉ MORAIS, B.A., L.L.L.
Notaire
435 est, rue Laurier
Montréal - 273-9255

BIJOUTERIE POMPONNETTE INC.
J. Brassard, prés.
256 est, rue Ste-Catherine
861-9293

PHARMACIE LÉTOURNEAU
3828, boul. Décarie
Montréal - 484-7311

NORMAND CHEVRIER
opticien d'ordonnances
537, rue Cherrier, Montréal
Téléphone : 845-2673
Succ.: 903, Marie-Victorin,
Tracy, Qué.

PINSONNAULT, POTHIER,
BÉGIN & DELISLE
Avocats et procureurs
3083, des Quatre-Bourgeois,
Québec 10 - 653-2811

ABONNEZ UN AMI

MICHEL ROBILLARD, Notaire
2650 est, rue Beaubien
Montréal - 728-4541

GROULX, CADIEUX & MONGEAU
Notaires
4416, boul. Pie IX, Montréal
Tél. : 254-9435

MAURICE TRUDEAU, Avocat
88, boulevard Salaberry-Sud
Châteauguay centre - 691-9659

Dr ALBAN JASMIN
7541, boulevard LaSalle
Un sympathisant de toujours

Hommage de

JEAN-HUBERT MARANDA, avocat
325 est, boul. St-Joseph
Montréal - 288-4254

ROBERT VACHON
Médecin

HOMMAGE D'UN AMI

X

Des textes d'une valeur permanente que vous pouvez vous procurer aux Editions de l'Action nationale, ou réclamer chez votre libraire :

Rosaire Morin — L'immigration au Canada, broché, 152 pages, 1966	\$2.00
Rosaire Morin — Réalités et perspectives économiques, 2e éd., broché, 200 pages, 1967	\$2.50
L'Action nationale — numéro spécial sur le chanoine Groulx, 1968, 280 pages	\$5.00
Gustave Lamarche — Textes et Discussions, 330 pages, 1969	\$5.00
François-Albert Angers — Pour orienter nos libertés (Chez Fides), 280 pages, 1969	\$5.00
Les États Généraux du Canada français :	
Exposés de base et documents de travail 1967	\$3.00
Les Assises nationales 1967	\$3.50
Les Assises nationales 1969	\$5.00
Allen, Angers, P. Papin Archambault, P. Arès, Bergevin, Anne Bourassa, Laurendeau et Parenteau — La pensée de Henri Bourassa, broché, 245 pages, 1954	\$1.00
Richard Arès — Notre question nationale : Positions de principes, broché, 250 pages, 1946	\$1.00
Richard Arès — Notre question nationale : Positions patriotiques et nationales, broché, 230 pages, 1947	\$1.00
Maxime Raymond — Politique en ligne droite, broché, 240 pages, 1943	\$1.00
Firmin Létourneau : L'U.C.C., broché, 240 pages	\$1.00

Angers, Filion, Louis Lachance, o.p. Laurendeau, Léger, Pellerin, Sauriol — Pour gagner la paix, broché, 230 pages, 1949	\$1.00
Henri Bourassa — Ecrits sur le séparatisme, numéro spécial de L'Action nationale, 150 pages, 1964	\$1.00
Esdras Minville et autres — L'éducation nationale, numéro spécial de L'Action nationale, 175 pages, 1962	\$1.00
L'Action nationale — 50 ans de nationalisme positif (vademecum du nationalisme, 1912-1962, numéro spécial de L'Action nationale, 250 pages, 1963	\$1.50
Minville, Angers, Arès, Laurendeau, Trudeau, Allen, Brunet, Filion, Laporte — Les subventions fédérales, faveur ou piège ?, numéro spécial de L'Action nationale, 135 pages, 1957	\$0.75

L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE (sauf en juillet et août)

DIRECTION

PATRICK ALLEN — JEAN GENEST

Rédaction et administration : C.P. 189, Station N, Montréal ou
Tél. de 3 à 6 : 866-8034

Abonnement : \$10.00 par année. De soutien : \$15.00

Publicité : Gilles Caron

Les articles de la revue sont répertoriés dans le CANADIAN PERIODICAL INDEX, publication de l'Ass. Can. des Bibliothèques, INDEX ANALYTIQUE de la bibliothèque de l'Université Laval et du service des bibliothèques de la Fédération des Collèges Classiques, et dans la revue CULTURE.

LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

PRÉSIDENT : M. François-Albert Angers

1ère VICE-PRÉSIDENTE :

2e VICE-PRÉSIDENT : M. Yvon Groulx

SECRÉTAIRE : M. Michel Brochu

TRÉSORIER :

DIRECTEURS : MM. René Chaloult, Richard Arès, Dominique Beaudin, Albert Rioux, Jean-Marc Léger, Gaétan Legault, Luc Mercier, Jean Genest, Patrick Allen, Jean Mercier, Claude Trottier, Thomas Bertrand, Rosalre Morin, Jean Marcel, Mme Paul Normand, Mme Louise Collin Brochu, MM. Jacques-Yvan Morin, Yvan Sénécal.

Où trouver L'Action Nationale ?

À MONTRÉAL : Fides, 245 est. boul. Dorchester

Librairie Hachette, 554 est. rue Ste-Catherine

Librairie Tranquille, 67 ouest. rue Ste-Catherine

À QUÉBEC : Librairie de l'Action Sociale Catholique,

Place Jean-Talon

AU 31 DECEMBRE 1971

UN ACTIF DE 29 MILLIONS

La Solidarité
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

La confiance que nous témoignent les nôtres est une source de capitaux, que nous distribuons au Québec.



- Prêts hypothécaires pour habitations familiales, édifices à logements multiples et à bureaux, ainsi qu'à nos entreprises québécoises. **46%**
- Obligations du Québec, de ses municipalités et commissions scolaires, de l'Hydro-Québec et des institutions de chez-nous. **32%**
- Prêts aux assurés sur polices. **9%**
- Actions. **4%**
- Actifs divers et disponibilités. **9%**

Qui sème chez soi...

Récolte pour soi...